



Le contrat local de santé de Cergy

www.cergy.fr



villedecergy



ars



l'Assurance
Maladie

ACADÉMIE
DE VERSAILLES

Direction de la Santé Publique
et Prévention



CERGY-
PONTOISE
l'agglomération

val
d'Oise
le département



Sommaire

Introduction	4
1. Contexte	6
1.1 Le CLS, une démarche santé engagée depuis 2011	7
1.2 Le nouveau CLS de Cergy	7
1.2.1 Retour sur le diagnostic territorial de santé	8
1.2.2 Articulation du CLS avec le PRS 2	9
1.2.3 Articulation du CLS avec l'ASV	10
1.2.4 Engagements des différents signataires	10
2. Champ du contrat	13
2.1 Périmètre du contrat	14
2.2 Les instances du contrat	14
2.2.1 Le comité de pilotage	14
2.2.2 Le comité technique	15
2.2.3 Les groupes de travail	16
2.2.4 Les pilotes des fiches-actions	16
2.2.5 La coordination du CLS	16
3. Objet du contrat	17
3.1 Les priorités transversales	19
3.1.1 Coordination des acteurs et travail en réseau	19
3.1.2 Visibilité et lisibilité de l'offre de santé du territoire	19
3.1.3 Mobilisation des habitants	20
3.1.4 Politique de santé intégrée	20
3.2 Les priorités thématiques	20
3.2.1 L'accès aux droits et aux soins	20
3.2.2 La santé mentale	22
3.2.3 Les maladies infectieuses et chroniques dont les cancers	23
3.2.4 Les conduites addictives chez les jeunes	25
3.2.5 La santé sexuelle des jeunes	26
3.2.6 La santé des enfants et la parentalité	27
4. Durée, mise en œuvre, suivi, communication et évaluation du contrat	28
4.1 Durée et révision du contrat	29
4.2 Modalités de mise en œuvre du contrat	29
4.3 Modalités de suivi des actions du contrat	29
4.4 Modalités de communication autour du contrat	30
4.5 Modalités d'évaluation du contrat	30
4.5.1 La gouvernance et le processus	31
4.5.2 Les objectifs et les actions	31

5. Fiches action

32

Fiche 1-	Matérialisation d'un dispositif d'aide à l'installation des professionnels libéraux sur le territoire	33
Fiche 2-	Ouverture d'un centre de santé respectant l'accord cadre national sur un quartier prioritaire de la ville	34
Fiche 3-	Création d'une communauté professionnelle territoriale de santé sur Cergy, Éragny, Puiseux, Pontoise	35
Fiche 4-	Déploiement du projet Maison de Prévention en Santé et d'Accompagnement thérapeutique sur Cergy	36
Fiche 5-	Intégration d'un dispositif médical de garde au sein du centre de santé	37
Fiche 6-	Informers les acteurs en contact avec les publics cibles sur les dispositifs facilitant l'accès aux droits et aux soins	38
Fiche 7-	Création et mise en œuvre du plan d'actions du contrat local de santé mentale	39
Fiche 8-	Journée de promotion du dépistage	40
Fiche 9-	Création d'un outil de communication local sur le dépistage organisé des cancers	41
Fiche 10-	Formation « devenir ambassadeur du dépistage »	42
Fiche 11-	Manger en santé : vers une offre alimentaire solidaire, durable et de qualité pour tous	43
Fiche 12-	Ouverture d'une Maison Sport Santé Société (M3S) à Cergy	44
Fiche 13-	Des « espaces sans tabac » à Cergy	45
Fiche 14-	Sensibilisation sur l'utilisation des réseaux sociaux et construction d'un escape game sur le cyber harcèlement	46
Fiche 15-	Mise en place d'actions d'éducation numérique autour d'outils et programmes éducatifs pour les jeunes	47
Fiche 16-	Mise en place de temps de sensibilisation et d'information auprès des jeunes dans les établissements scolaires (collèges) sur l'utilisation du numérique	48
Fiche 17-	Mise en place d'actions de sensibilisation-formation auprès des professionnels sur les conduites addictives, le repérage et l'orientation des publics	49
Fiche 18-	Mise en place de temps de médiation dans les différents quartiers et établissements du second degré de la ville	50
Fiche 19-	Mise en place d'un point jeunesse prévention des addictions pour les jeunes consommateurs au sein de l'antenne de l'ANPAA-95 de Cergy-Pontoise	51
Fiche 20-	Mise en place de permanences de sensibilisation et de repérage dans les lycées et les maisons de quartier	52
Fiche 21-	Permanences de sensibilisation et d'information sur la vie affective et sexuelle des jeunes en lycée	53
Fiche 22-	Exposition et mur d'expression sur la vie affective et sexuelle	54
Fiche 23-	Soirée filles : « faisons le point sur la contraception et les menstruations »	55
Fiche 24-	Mise en place d'actions pour développer les liens entre les parents dans les établissements scolaires et les lieux de vie	56
Fiche 25-	Mise en place d'actions de sensibilisation-information auprès des familles confrontées aux conduites à risques liées aux NTIC de leurs enfants	57
Fiche 26-	Mise en place d'actions autour des CPS auprès des enfants en milieu scolaire	58

6. Signature du contrat

59

Introduction

Introduction

Être en bonne santé, c'est atteindre un état de complet bien-être physique, mental et social. En promotion de la santé, la santé est une ressource de la vie quotidienne et un concept mettant en valeur les ressources sociales et individuelles ainsi que les capacités physiques. La santé est la mesure dans laquelle un groupe ou un individu peut d'une part, réaliser ses ambitions et satisfaire ses besoins et d'autre part, évoluer avec son milieu ou s'adapter à celui-ci (Charte d'Ottawa, 1986).

« En effet, c'est son caractère positif qui distingue fondamentalement la promotion de la santé du reste du secteur de la santé, c'est sa volonté de construire un état de santé plutôt que de seulement prévenir ou traiter la maladie et d'autres conditions négatives. » (Raeburn et Rootman, 2006 dans O'Neill et al. ; 2006).

En 2009, la loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires (H.P.S.T.) » confortée par la Loi de Modernisation de notre système de santé du 26 janvier 2016 a donné la possibilité aux collectivités de signer un contrat local de santé (C.L.S.) avec l'agence régionale de santé (A.R.S.), permettant la mise en œuvre du projet régional de santé (PRS) tout en constituant les volets santé des Contrats de Ville. Les CLS peuvent ainsi porter autant sur la prévention et la promotion de la santé que sur les politiques de soins et l'accompagnement médico-social.

Co-construits entre les différents signataires, les CLS sont l'expression de dynamiques locales partagées entre acteurs et partenaires de terrain pour mettre en œuvre des actions, au plus près des populations. Ils peuvent également associer d'autres acteurs de la santé, partenaires et organismes prêts à accompagner les actions, en créant ainsi une dynamique de santé locale, cohérente et coordonnée, en réponse à des besoins clairement identifiés à partir d'un diagnostic local partagé.

Un outil de lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé :

Les CLS constituent des outils de mobilisation et de coordination privilégiés pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS) qui caractérisent la région Île-de-France. Afin de participer à la réduction des ISTS, les CLS se doivent notamment de favoriser l'action sur les déterminants de la santé, le développement de démarches intersectorielles et s'appuyer sur le principe d'universalisme proportionné. Dans ce cadre, les CLS doivent s'attacher à ce que les actions développées atteignent prioritairement les personnes fragiles, défavorisées et éloignées de la prévention ou de l'accès aux soins.

Un outil pour favoriser la mise en place d'un parcours de santé cohérent :

Les CLS doivent favoriser, à l'échelle de leur territoire, la mise en œuvre de parcours de santé cohérents, allant de la prévention à la prise en charge globale en passant par les soins, en agissant sur la lisibilité, l'accessibilité et la qualité de ces derniers. Cet effort de cohérence doit bénéficier en particulier aux personnes pour lesquelles les difficultés sociales conduisent à une fragmentation ou à des lacunes dans la prise en charge. Les habitants, qu'ils soient usagers du système de santé ou destinataires des politiques de prévention, doivent être associés dans l'ensemble de la démarche.

Un outil de mobilisation des professionnels, des citoyens et des usagers :

Les CLS sont fondés sur une démarche participative et de co-construction. Ils doivent ainsi mobiliser tant que possible la participation des habitants. A ce titre, les CLS doivent permettre d'agir sur certains des déterminants sociaux et environnementaux de santé, par une mobilisation convergente des signataires – mais aussi par la participation active de l'ensemble des acteurs (intervenant dans les champs sanitaires / sociaux et médicaux-sociaux), des habitants et des usagers.

Un outil évalué et évolutif :

Les CLS sont l'occasion pour les signataires non seulement de s'accorder sur des priorités partagées, mais aussi de mesurer les résultats des actions engagées, et éventuellement de les réorienter ou de les moduler en fonction de cette évaluation dans le cadre d'avenants.



1. Contexte

1. Contexte

1.1 Le CLS, une démarche santé engagée depuis 2011

Convaincue de l'intérêt des CLS pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS) et développer la transversalité interne au champ sanitaire et externe (en lien avec les autres politiques publiques), l'ARS Île-de-France s'est engagée de manière volontariste dans la signature de CLS entre 2011 et 2014.

La ville de Cergy, engagée de longue date dans une politique locale de santé publique, fait partie des premières collectivités locales à avoir signé un CLS de première génération avec l'ARS et la Préfecture en 2011. Ce CLS s'est appuyé sur le diagnostic territorial de santé réalisé en 2009/2010 et le plan local de santé qui en a découlé.

Ce premier CLS a été construit autour de 5 axes stratégiques déclinés en 13 fiches actions identifiées à partir du diagnostic local partagé réalisé dans le cadre de l'atelier santé ville :

- renforcer les actions de prévention ;
- améliorer la santé mentale ;
- préserver et développer l'offre de soins ;
- mobiliser tous les acteurs pour réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ;
- réduire les inégalités sociales de santé en lien avec l'environnement.

Des groupes de travail ont été mis en place par thématique ainsi qu'un groupe de travail consacré à la Maison Prévention Santé :

- nutrition ;
- conduites à risques ;
- accès aux soins ;
- santé mentale.

1.2 Le nouveau CLS de Cergy

La ville considère la signature d'un contrat local de santé deuxième génération comme une opportunité de conforter et de continuer à développer les actions qu'elle mène et soutient sur son territoire, en transversalité et en partenariat avec les structures associatives et institutionnelles.

De même que pour le CLS1, la ville a engagé une phase de diagnostic au terme de la période couverte par ce premier contrat. Ainsi, en 2016, un diagnostic de l'offre de soin a été réalisé par l'Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS). Celui-ci a été complété par un diagnostic territorial de santé qui a fait ressortir les besoins, les demandes des habitants et professionnels et les réponses déjà existantes sur le territoire, l'objectif à terme étant de définir les axes stratégiques et les pistes de travail du CLS2.

1.2.1 Retour sur le diagnostic territorial de santé

Le diagnostic territorial de santé lancé par la ville avait pour objectif de définir un projet de santé actualisé pour la ville, intégrant des préconisations et des propositions d'actions.

Son approche méthodologique a permis la participation des acteurs locaux (élus, professionnels, partenaires institutionnels et associatifs et habitants), de s'appuyer sur les démarches et études existantes, d'avoir une vision large de la santé et une approche transversale.

Contexte sociodémographique et socio-économique :

Située dans le Val d'Oise, la commune de Cergy compte 64 451 habitants en 2016 selon l'INSEE. Elle se situe à proximité du parc régional du Vexin et fait partie de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise qui compte 13 communes.

Au cœur de l'agglomération, Cergy accueille l'Hôtel d'agglomération mais aussi le Conseil départemental du Val d'Oise, la préfecture, un pôle universitaire, des grandes écoles et des sièges de grandes entreprises.

La ville comprend une population relativement jeune mais connaît un phénomène de gérontocroissance amplifié par son statut de « ville nouvelle ». Elle se caractérise par une forte proportion de familles avec enfants (51% des familles) dont 22% de familles monoparentales.

Cergy connaît également un taux de chômage important qui s'élève à 15,8% de la population active et un nombre de bénéficiaires du RSA en hausse de 13% entre 2013 et 2015.

L'IDH 2 (Indice de Développement Humain) s'élève à Cergy à 0,53, pour une valeur départementale de 0,52 et régionale de 0,57 (données issues du Diagnostic Local de Santé).

Etat de santé de la population :

Le diagnostic réalisé en 2017/2018 a fait ressortir des enjeux spécifiques au territoire, pointés par les données statistiques.

Ainsi il a permis d'identifier un taux de mortalité élevé chez les femmes et un taux de naissance prématurées important (2.2% de naissances prématurées à Cergy en 2015 pour un taux de 1.7% dans le Val d'Oise), des taux de décès élevés pour les maladies de l'appareil circulatoire et pour certains cancers (taux de mortalité par cancer du sein et du colon supérieurs au niveau départemental et régional et un taux standardisé de mortalité des cancers du tissu chez les hommes deux fois plus élevé que celui du département et de la région) ainsi qu'un taux de bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) plus important que les échelles de comparaison (1.8% de la population bénéficiaire de l'AAH, le taux départemental étant de 0.95% ; 1.9% des moins de 20 ans bénéficiaires de l'AEEH pour un taux de 1.3% à l'échelle du département et 1.5% dans la Région).

Accès aux soins et parcours de santé :

Sur le volet accès aux soins, l'étude menée par l'Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) médecins libéraux en 2016 et le diagnostic local de santé font état d'une situation préoccupante en matière d'accès aux soins avec une démographie médicale en baisse et une augmentation des besoins en lien avec la croissance de la population ainsi que des consommations en santé en lien avec le vieillissement de la population. Ces éléments sont confirmés par la monographie du territoire cergysois réalisée par l'ARS en 2019.

En effet, le territoire cergysois se caractérise par l'absence d'offre hospitalière, cette dernière étant localisée à Osny et Pontoise. La densité de médecins généralistes s'élève à 6,62 médecins pour 10 000 habitants avec un total de 40,8 médecins. Cette densité est inférieure à celle du Val d'Oise (6,98) et de l'Île-de-France (8,12). Il est à noter que 31% de ces médecins sont des femmes et que leur moyenne d'âge s'élève à 57,4 ans. Par ailleurs, cette répartition est plus déficitaire dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Si ces effectifs ont d'ores et déjà tendance à diminuer, cette situation risque de s'aggraver puisque 70% des médecins sont âgés de 55 ans et plusieurs départs de médecins ont été constatés ces derniers mois. Cela se traduit par une diminution des déplacements à domicile, des délais allongés pour accéder à des rendez-vous, des difficultés d'accès à des rendez-vous non programmés et une complexité à trouver un médecin traitant pour les cergysois nouvellement installés.

La ville de Cergy dispose d'une offre satisfaisante en terme de dentistes (7,48 pour 10 000 habitants à l'échelle de Cergy, 4.51 pour le Val d'Oise et 6,54 pour l'Île-de-France). Cependant, l'enquête auprès de la population réalisée en 2017 relate que des difficultés d'accès aux soins ont été exprimées par les habitants et un taux de fuite en dehors du territoire de près de 50% est constaté. Enfin, le taux de dépistage bucco-dentaire est inférieur aux moyennes départementales et nationales.

À l'inverse, son offre d'infirmiers est déficitaire (5,72 pour 10 000 habitants contre 9,12 sur le Val d'Oise et 8,65 sur l'Île-de-France) tout comme celle de masseurs-kinésithérapeutes (5,51 pour 10 000 habitants, contre 6,81 pour le Val d'Oise et 8,52 pour l'Île-de-France). La croissance des besoins en lien avec l'augmentation et le vieillissement de la population laisse présager une difficulté à répondre aux demandes.

Concernant l'offre de second recours, la densité de médecins spécialistes est inférieure à celle du département sachant que 37.5% d'entre eux ont plus de 60 ans. Par ailleurs, près de 50% de ces spécialistes exercent en secteur 2.

D'autres enjeux spécifiques ont pu être identifiés dans le cadre du diagnostic, un premier lié à la prise en charge en santé mentale. Un taux élevé d'admission en affection de longue durée pour affection psychiatrique a été constaté en 2015 avec à l'inverse une diminution du nombre d'actes en ambulatoire réalisés par la psychiatrie de secteur pour les cergysois. Cet enjeu de prise en charge en santé mentale impacte les questions d'hébergement et d'accompagnement des publics dans un parcours de soin. Un 2^{ème} enjeu lié à l'accompagnement des personnes âgées notamment les plus isolées a été mis en exergue, la population âgée seule représentant un défi en matière de repérage des difficultés ; de suivi médico-social et d'optimisation de la prise en charge médico-sociale et sanitaire.

Prévention et promotion de la santé :

Sur le volet prévention, les principaux enjeux identifiés relèvent du renforcement de la prévention des cancers, les acteurs du territoire rencontrant des difficultés pour mobiliser les habitants autour des dépistages organisés, d'un enjeu d'éducation à la santé et de soutien à la parentalité ainsi qu'un travail autour de la lisibilité et la visibilité de l'offre de prévention. D'autres enjeux complémentaires ont été mis en exergue par le diagnostic : la prévention des conduites à risques, la santé bucco-dentaire et l'hygiène de vie ainsi que l'éducation à la vie affective et sexuelle.

1.2.2 Articulation du CLS avec le PRS 2

Le CLS de Cergy répond à des enjeux locaux de santé mais également à des enjeux régionaux et nationaux. On retrouve au travers des actions des réponses aux 5 axes de transformation du PRS 2 déclinés localement.

1.2.3 Articulation du CLS avec l'ASV

La ville de Cergy s'est engagée depuis 2007 dans une démarche de santé à travers la mise en place d'un atelier santé ville dans le cadre de la politique de la ville.

La nouvelle géographie prioritaire, entrée en vigueur au 1er janvier 2015, a délimité deux quartiers prioritaires sur la commune sur la base des revenus des habitants que sont les quartiers Axe majeur-Horloge et Sébille.

Par ailleurs, le contrat de ville de l'Agglomération de Cergy-Pontoise, dans son premier pilier « Cohésion sociale », identifie un axe 2 « Favoriser l'accès aux soins et à la prévention santé des habitants ». Cet axe se décline en trois volets :

- améliorer la connaissance sur la santé à l'échelle intercommunale ;
- renforcer les initiatives de prévention, avec une attention particulière envers les jeunes et les femmes, dans le cadre des priorités du projet régional de santé ;
- adapter le partenariat local en santé en cohérence avec les contrats locaux de santé par des animations dédiées.

Les axes de l'ASV communal et du contrat de ville de l'Agglomération allant dans le sens des préconisations du diagnostic territorial de santé, la ville a décidé d'intégrer l'ASV au CLS. Cela permettra également de garantir une cohérence des politiques publiques en matière de santé portées par la ville.

1.2.4 Engagements des différents signataires

La ville :

La ville de Cergy dans le cadre de sa politique locale de santé attache une grande importance à la mise en place d'actions de prévention et de promotion de la santé, notamment auprès des publics les plus démunis, et surtout au maintien d'une offre de prévention et de soins adaptée aux besoins de sa population. La ville considère que la signature d'un contrat local de santé constitue une opportunité de conforter et de développer les actions qu'elle mène ou soutient sur son territoire, à travers ses différents services et en partenariat avec les structures associatives et institutionnelles œuvrant dans le champ de la santé sur le territoire cergysois. C'est pourquoi la ville renouvelle son engagement par la signature du CLS 2.

L'ARS Île-de-France :

L'ARS Île-de-France a souhaité s'engager dans la signature d'un contrat local de santé (CLS) avec la ville de Cergy dans une volonté de déclinaison territoriale de son projet régional de santé défini pour la période 2018-2022. En ancrant ses actions dans une perspective globale, intersectorielle et avec l'objectif d'améliorer les parcours de santé, le CLS de Cergy est aussi garant de la déclinaison des plans « Priorité Prévention » et « Ma santé 2022 » portés par l'ARS. Le CLS de Cergy constitue enfin un outil de déclinaison de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté en favorisant les initiatives locales de son territoire atteignant prioritairement les publics défavorisés. C'est pourquoi l'ARS renouvelle son engagement par la signature du CLS 2.

La préfecture du Val d'Oise :

La réduction des inégalités sociales et territoriales de santé dans les territoires fragiles, ruraux et urbains, en matière d'accès aux soins et de prévention s'inscrit dans un cadre à la fois interministériel et partenarial, en lien avec les collectivités et les acteurs engagés au service des habitants des territoires fragiles. La stratégie de transformation du système de santé « Ma santé 2022 » porte notamment l'objectif d'un doublement des structures d'exercice coordonné d'ici 2022 sur l'ensemble du territoire national. Et ce, sachant que la feuille de route de la politique de la ville, « Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers », du 18 juillet 2018 cible un doublement des centres et maisons de santé dans les quartiers prioritaires d'ici 2022. A ce titre le Préfet du département du Val d'Oise, accordera une attention particulière aux actions développées sur les deux quartiers prioritaires de la politique de la ville (Axe majeur-Horloge et Sébille), et renforçant l'offre de soins à destination des habitants de ces quartiers, aux actions de l'Atelier Santé Ville financées pour une part par le programme 147, les actions sur la santé mentale (CLSM) et aux actions sur la prévention des conduites addictives auprès des jeunes mineurs et majeurs, en lien notamment avec la MDELCA (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives), dans le cadre de ce nouveau contrat local de santé.

La Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (CACP) :

La Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, dans le cadre du contrat de ville 2015-2020 a identifié dans les enjeux prioritaires du territoire en terme de « cohésion sociale » un pilier intitulé : « Favoriser l'accès aux soins et à la prévention santé des habitants ». Le contrat de ville, par une action coordonnée des acteurs des politiques publiques doit permettre de construire une stratégie locale de promotion de la santé dont l'objectif est de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé en créant un contexte favorable à la santé et au bien-être mental de la population. De plus, la CACP porte depuis 2015 un Conseil local de santé mentale (CLSM) en partenariat avec l'ARS et le groupe hospitalier René Dubos qui se base sur un diagnostic local de santé mentale. Il est actuellement dans une phase d'élaboration du plan d'action, après une réactivation de la démarche CLSM en juin 2019. Enfin, dans le cadre du plan climat agenda 21 2018-2023 de Cergy-Pontoise, la CACP a engagé une démarche d'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial. C'est pourquoi le CACP souhaite s'engager dans la démarche par la signature du CLS 2.

Le Conseil départemental du Val d'Oise :

Un partenariat de longue date existe entre le Conseil départemental et l'ARS en matière de santé publique. Le Conseil départemental participe en effet activement aux travaux des CLS de son territoire dans le champ de la périnatalité, en liaison avec le Réseau Périnatal du Val d'Oise (RPVO) et la CPAM dans le cadre du comité de pilotage départemental. Par ailleurs, les missions menées par le Conseil départemental répondent aux priorités d'action identifiées dans le cadre du CLS cergysois. Ainsi, à titre d'exemple, le Conseil départemental agit dans le champ de la prévention et décline ses actions à travers du dépistage (dépistage de la tuberculose et de l'infection tuberculeuse latente auprès des populations prioritaires – dépistage du VIH/IST auprès des populations prioritaires ou auprès de la population générale sexuellement active notamment aux abords des marchés, gares), des séances de vaccination, des animations en éducation pour la santé auprès d'un public en grande précarité et/ou migrants et dans les établissements scolaires (écoles, collèges et lycées) ayant une Unité Pédagogique UPE2A. Le Conseil départemental agit également auprès des bénéficiaires du RSA à travers le dispositif du parcours santé dont l'objectif est de lever les freins d'ordre médicaux ou psychologiques à l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA.

C'est pourquoi le conseil départemental souhaite s'engager dans la démarche partenariale initiée sur le territoire cergysois par la signature du CLS 2.

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) du Val d'Oise :

Le renforcement du partenariat avec les acteurs locaux est indispensable pour mieux lutter contre les inégalités sociales et territoriales en santé. Forte de cette conviction, la CPAM du Val-d'Oise s'engage dans la signature du contrat local de santé de Cergy. Favoriser l'accès à la santé est au cœur des missions de l'Assurance Maladie : accompagner les personnes les plus vulnérables dans leurs démarches, lutter contre les renoncements aux soins, réduire les restes à charge, développer nos actions de prévention auprès de publics fragiles (éducation à la santé, vaccination, dépistages...). Ces actions s'appuient sur un soutien accru à tous les acteurs de santé et notamment aux structures d'exercice coordonné : centres de santé, maisons de santé pluri professionnelles, communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS).

Telle est l'ambition que nous souhaitons aujourd'hui partager avec l'ensemble des partenaires en santé de la ville de Cergy. Agir ensemble, protéger chacun.

La Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du Val d'Oise (Circonscription de l'Éducation Nationale de ...) :

Le Plan Priorité Prévention de 2018 comporte un volet « École promotrice de la santé » qui a comme objectif d'améliorer les conditions environnementales de la scolarité et de promouvoir les comportements favorables à la santé des jeunes en développant la prévention et la promotion de la santé, dès le plus jeune âge, dans les établissements scolaires, primaires comme secondaires. Dans cette optique, les circonscriptions de l'Éducation Nationale dont Cergy fait partie s'associent à la signature du deuxième CLS de Cergy pour concourir à la mise en place des actions du contrat local de santé dans les établissements scolaires et sur le territoire. C'est pourquoi l'Éducation Nationale souhaite s'engager dans la démarche par la signature du CLS 2.

Le groupe hospitalier René Dubos :

Le groupe hospitalier René Dubos est un acteur majeur du territoire de l'accès aux soins, la prise en charge des pathologies chroniques dont les cancers, la santé mentale ainsi que pour l'offre de soins des jeunes et des enfants. C'est pourquoi le groupe hospitalier René Dubos souhaite s'engager dans la démarche par la signature du CLS 2.

Par cet engagement commun, les signataires confirment leur volonté d'améliorer la réponse apportée aux besoins de santé de la population.

2. Champ du contrat

1. Champ du contrat

2.1 Périmètre du contrat

Le périmètre du plan d'action du contrat local de santé est celui de Cergy, élargi au villes limitrophes afin d'intégrer l'ensemble des partenaires de santé du territoire (groupe hospitalier de Pontoise, Conseil Local de Santé Mentale) et les actions qu'ils déploient. C'est également une garantie de la cohérence des politiques de santé portées par l'ensemble des signataires et des parties prenantes.

Une attention particulière est portée aux habitants et aux acteurs des deux quartiers prioritaires (Axe majeur-Horloge et Sébille) de la politique de la ville à travers :

- l'Atelier Santé Ville qui concerne principalement ces quartiers ;
- le soutien aux associations locales œuvrant dans le champ de la santé.

2.2 Les instances du contrat

2.2.1 *Le comité de pilotage*

Le comité de pilotage est co-présidé par le Maire de la ville ou son représentant et la Directrice de la délégation départementale du Val d'Oise de l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France, ou son représentant.

Il a pour missions de formuler et d'arrêter les axes stratégiques, les objectifs et les actions du CLS. Il fixe les modalités de financement, les modalités de communication et d'évaluation. Il valide le bilan de l'année précédente, les perspectives et les orientations de l'année suivante proposées par le comité technique.

Le Comité de pilotage adopte une configuration restreinte pour faciliter la prise de décision.

En configuration élargie, il est une instance de concertation : ses membres sont consultés au cours du processus d'élaboration des décisions.

Le comité de pilotage réduit est réunit une à deux fois par an et le comité élargi une fois par an. Le comité de pilotage peut également se réunir à la demande de l'une des parties signataires.

Composition dans sa forme restreinte :

- le Maire de la ville ou son représentant,
- la Directrice de la délégation départementale du Val-d'Oise de l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France ou son représentant,
- le Préfet ou son représentant,
- le Président de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise ou son représentant,
- le Président du Conseil Départemental du Val d'Oise ou son représentant,
- le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance-Maladie du Val d'Oise ou son représentant,
- le Directeur des services Départementaux de l'Education Nationale du Val d'Oise ou son représentant,
- le Directeur du Centre Hospitalier René Dubos ou son représentant.

En configuration élargie s'ajoutent (avec voix consultatives) :

- des représentants de partenaires associatifs et institutionnels,
- des habitants : une personne issue du Conseil Citoyen, une personne issue de chaque conseil adulte participatif de Cergy (Conseil des jeunes 15-30 ans, Conseil des parents, Conseil des seniors),
- le Président de l'Amicale des Médecins Généralistes ou de la future Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS).

2.2.2 *Le comité technique*

Le comité technique du CLS traduit de manière opérationnelle la stratégie du comité de pilotage. Il s'agit d'une instance de réflexion, de co-construction, de suivi et d'évaluation qui s'articule autour des axes stratégiques, piliers du CLS.

Le comité technique suit l'avancée des groupes de travail thématiques, alimente et valide leurs propositions.

Le comité technique veille à la cohérence entre les différentes démarches territoriales de santé (CLS, ASV, CLSM, CPTS, Centre de santé, ...) et l'articulation avec les éventuelles autres politiques publiques en lien avec les déterminants de santé concernés.

Il assure le suivi du déroulement du plan d'actions du CLS et de son avancement.

Les membres du comité technique préparent les réunions du comité de pilotage en proposant des recommandations et en présentant les éléments nécessaires à la validation.

Le comité technique est réuni trois à quatre fois par an en fonction des besoins du CLS.

Composition du comité technique :

- la coordinatrice CLS/ASV,
- la Responsable du service santé prévention, handicap et lien intergénérationnel,
- le référent CLS de Cergy de la délégation départementale du Val d'Oise de l'ARS,
- la coordinatrice CLSM de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise,
- les pilotes des fiches actions du CLS,
- des représentants des groupes de travail,
- autres responsables de dispositifs (CCAS, PRE, ...) dans les domaines mis à l'ordre du jour,
- les partenaires et/ou acteurs impliqués dans les actions de terrain, dans les domaines mis à l'ordre du jour.

2.2.3 Les groupes de travail

Les groupes de travail constituent la structure de base de la production du CLS. Ce sont des instances de réflexion opérationnelles. Ils sont constitués des acteurs et partenaires locaux spécialisés dans les différents domaines d'action du CLS. Ces groupes de travail sont organisés en fonction des axes stratégiques thématiques (présentés ci-après). Ils sont au nombre de quatre :

- accès aux droits et aux soins ;
- les maladies infectieuses et chroniques dont les cancers ;
- la santé des jeunes ;
- la santé des enfants et la parentalité.

Les groupes de travail ont pour objectifs de mener une réflexion globale sur les enjeux liés au thème, de co-construire un plan d'action, de le suivre et de l'évaluer. Ils peuvent également identifier de nouveaux besoins émergents.

Les groupes de travail sont constitués d'acteurs s'étant inscrits. Chaque acteur peut être représenté dans plusieurs groupes.

Ces groupes peuvent être mobilisés en réunion et par mail selon les besoins du CLS.

Un représentant de chaque groupe de travail est invité au comité technique. Celui-ci peut changer d'un comité technique à un autre. Il représentera le groupe de travail dont il fait partie et devra porter la voix de tous les autres membres du groupe.

2.2.4 Les pilotes des fiches action

Pour chaque fiche action est désigné un pilote. S'il y a un co-pilotage, un pilote sera nommé référent de l'action. Il a pour missions de rédiger la fiche action, de suivre sa mise en œuvre et de l'évaluer. Il rend des comptes au groupe de travail dont il dépend et à l'équipe de coordination du CLS.

Tous les pilotes de fiches action font partie du comité technique.

2.2.5 La coordination du CLS

La coordination est une fonction essentielle dans la conduite de la démarche CLS. Afin d'impulser la dynamique et de promouvoir une démarche intersectorielle, celle-ci se fait par le biais d'une équipe de coordination constituée de :

- la coordinatrice CLS/ASV ;
- la responsable du service santé prévention ;
- la référente méthodologique de PromoSanté ;
- la référente CLS de Cergy de la Délégation départementale de l'ARS 95.

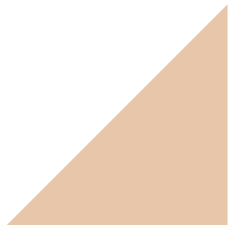
3. Objet du contrat



3. Objet du contrat

Coordination des
acteurs / travail
en réseau

Visibilité
et lisibilité de
l'offre existante



3.1 Les priorités transversales

Le diagnostic local de santé a fait ressortir des problématiques et enjeux qui ne sont pas liés directement à une thématique ou à un public cible mais plutôt à des approches structurelles et organisationnelles. Ces éléments n'ont pas été déclinés en objectifs, mais constituent une philosophie de travail à adopter dans la conception, la déclinaison et l'évaluation des actions inscrites dans le CLS :

- développer le travail en réseau et la coordination des acteurs du territoire ;
- améliorer la visibilité et la lisibilité de l'offre de santé existante pour les professionnels et les habitants ;
- développer la démocratie participative en santé en mobilisant les habitants ;
- développer une politique de santé intégrée afin qu'elle se décline dans tous les politiques publiques.

3.1.1 *Coordination des acteurs et travail en réseau*

Dans l'axe prévention et promotion de la santé du diagnostic territorial de santé, les professionnels de santé ont fait ressortir un manque de connaissances et de continuité des actions et ont noté le partenariat entre les dispositifs et structures de la santé à 5.5/10.

Ce manque de connaissance et de coordination nuit à la visibilité et à la lisibilité de l'offre de prévention du territoire et aux messages de prévention diffusés au public. Certaines actions sur la même thématique et le même public cible peuvent être portées par plusieurs acteurs du même territoire sans lien entre eux.

Dans l'axe « accès aux soins et parcours de santé », 68% de la population déclare ne pas savoir à qui s'adresser pour obtenir des informations d'accès aux soins et 65% des professionnels déclarent rencontrer des difficultés dans l'accompagnement de leur public à cause de mauvaises orientations. Les ruptures dans les parcours de santé observés sont également dues à un manque de coordination entre les structures hospitalières et ville.

C'est pourquoi la coordination des acteurs et le travail en réseau est un axe stratégique du CLS qui sera développé dans la mise en œuvre de chaque fiche action et dans le travail des différentes instances du CLS. Cela pourra permettre également un décloisonnement du mode de fonctionnement de chaque partenaire, une mutualisation des moyens et une réponse plus globale et complète aux besoins du territoire.

3.1.2 *Visibilité et lisibilité de l'offre de santé du territoire*

Dans l'axe prévention et promotion de la santé, 80 % des professionnels déplorent un manque de visibilité des actions de prévention sur le territoire. Les outils de communications sont disparates et pas assez ciblés. Malgré un développement des outils numériques, un mauvais accès aux informations ne permet pas aux usagers d'avoir les bons messages de prévention.

Un manque de lisibilité dans les missions de chaque professionnel de santé présent sur le territoire engendre de mauvaises orientations du public et des ruptures de parcours.

Cet axe stratégique est à intégrer dans la réflexion autour de chaque action du CLS. La communication, les actions d'« aller vers », l'implication des partenaires, la coordination avec d'autres actions et dispositifs sont autant de facteurs à prendre en compte pour chaque action. Cela permettra une facilité d'accès à l'offre de prévention et de soin pour les habitants pour un meilleur parcours de santé avec moins de rupture.

3.1.3 Mobilisation des habitants

La mobilisation des habitants est surtout ressortie dans le diagnostic santé sur le thème de la prévention et promotion de la santé. Les professionnels ont fait le constat d'une mauvaise compréhension des messages de prévention et d'un mauvais recours au dépistage organisé. La participation des habitants dans la conception des outils de communication ou de la mise en œuvre des programmes de dépistages est à développer. La santé communautaire et participative est également une forte demande de la part de l'ARS Île-de-France, qui se traduit dans le PRS 2 dans l'axe 4 « Permettre à chaque francilien d'être acteur de sa santé et des politiques sanitaires ».

C'est pourquoi cet axe stratégique doit se réfléchir dans chaque action par la mobilisation et la participation des habitants afin de développer le pouvoir d'agir des habitants et l'inclusion sociale.

3.1.4 Politique de santé intégrée

L'état de santé d'une population ne dépend pas uniquement de la qualité du système de santé auquel elle a accès mais également de ses conditions de vie ainsi que des déterminants sociaux, environnementaux et économiques. L'impact des conditions de vie (transports, déplacements, habitudes de vie, consommations) sur la santé a été identifié comme étant un enjeu prioritaire par les habitants lors des réunions publiques organisées dans le cadre du renouvellement du CLS.

Développement urbain, aménagement du territoire, éducation, petite enfance, jeunesse, culture... le CLS doit permettre de construire une culture commune autour de la promotion de la santé pour aboutir à une politique globale de santé matérialisée par une intégration des enjeux de santé dans toutes les politiques mises en œuvre par la collectivité.

3.2 Les priorités thématiques

3.2.1 L'accès aux droits et aux soins

Le diagnostic fait ressortir une densité de médecins libéraux (généralistes et spécialistes) plus faible qu'à l'échelle de la région, un faible nombre de nouvelles installations (14,3 à Cergy contre 17 en Île-de-France) et des effectifs de médecins généralistes qui diminuent (-7% entre 2009 et 2015).

De plus, la moyenne d'âge des médecins (omnipraticiens et spécialistes) à Cergy est de 57,4 ans contre 51 ans en France ; 71% ont plus de 55 ans et 49% ont plus de 60 ans.

Alors que 67% des recours au soin se font auprès d'un médecin généraliste de Cergy, ils sont de plus en plus sollicités (un nombre d'actes par médecin élevé) et ne peuvent pas répondre à l'augmentation des besoins. De moins en moins de médecins se déplacent à domicile, les délais pour accéder à un rendez-vous sont de plus en plus longs et les plages horaires de consultation sans rendez-vous diminuent. Les Cergyssois récemment installés ont de grandes difficultés pour trouver un médecin traitant.

Le diagnostic fait ressortir également des densités d'infirmiers et masseurs kinésithérapeutes très inférieures au niveau départemental alors qu'on constate une croissance des besoins (évolution du nombre de bénéficiaires et du nombre d'actes par bénéficiaires) en lien avec l'augmentation de la population et son vieillissement. Ce manque de praticiens a pour conséquence des taux de recours en dehors de la commune de Cergy relativement importants (33% pour la médecine générale, 39% pour les actes infirmiers et 46% pour les masseurs kinésithérapeutes).

On observe également des densités de spécialistes inférieures au niveau départemental et régional : 0,9 gynécologues pour 10 000 habitants (contre 0,8 dans le Val d'Oise et 0,92 en Île-de-France), 0,8 ophtalmologistes (contre 0,7 dans le Val d'Oise et 0,92 en Île-de-France), 0,5 radiologues (contre 1,2 dans le Val d'Oise et 1,4 en Île-de-France), 0,7 dermatologues (contre 0,4 dans le Val d'Oise et 0,7 en IDF) et 0,3 cardiologues (contre 0,7 dans le Val d'Oise et 0,95 en Île-de-France).

De plus, 43% des médecins spécialistes exercent en secteur 2, augmentant ainsi les difficultés d'accès aux soins spécialisés.

L'enquête auprès de la population cergysoise fait ressortir des taux de bénéficiaires de la CMU-C, AME et ACS plus élevés que la moyenne départementale. 20% de la population ayant eu recours à des soins n'ont pas de complémentaire santé déclarée à la CPAM; 17% des répondants à l'enquête ne disposent pas de mutuelle – dont 41% d'entre eux pour des raisons de coût. Près de 75% des médecins exercent en secteur 1 (57% des spécialistes) – pourtant, 52% des répondants à l'enquête disent avoir consulté un médecin pratiquant des dépassements d'honoraires, et pour 45% d'entre eux « par nécessité », n'ayant pas pu trouver un médecin en secteur 1.

45% des répondants à l'enquête ont rencontré des difficultés pour accéder à des soins, examens médicaux ou traitements à un moment où ils en avaient besoin : après la difficulté à obtenir et attendre un RDV, les principales raisons évoquées concernent le coût de la consultation et l'avance des frais.

Les acteurs médico-sociaux et les professionnels de santé interrogés reconnaissent rencontrer des difficultés dans la prise en charge et dans l'accompagnement des publics précaires et observent que certains publics (primo arrivants, personnes hébergées ou sans domicile) n'arrivent pas à obtenir des droits facilement et à se repérer dans le système de santé.

AXE THÉMATIQUE : ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS

Objectif stratégique 1 : Faciliter l'accès aux droits et aux soins des habitants

Objectifs spécifiques	Fiches actions
1. 1 : Promouvoir l'exercice coordonné et favoriser l'installation des professionnels de santé	<ul style="list-style-type: none"> - Matérialisation d'un dispositif d'aide à l'installation des professionnels libéraux sur le territoire (portage ville) > Fiche N°1 - Ouverture d'un centre de santé respectant l'accord cadre national sur un quartier prioritaire de la ville (portage associatif dont ville) > Fiche N°2 - Mise en place d'une communauté professionnelle territoriale de santé (portage professionnels de santé) > Fiche N°3
1.2 : Faciliter l'accès aux droits et aux soins des habitants, notamment les plus éloignés du système de santé	<ul style="list-style-type: none"> - Déploiement du projet Maison de Prévention en Santé et d'Accompagnement Thérapeutique sur Cergy (portage Groupe hospitalier René Dubos) > Fiche N°4 - Intégration d'un dispositif médical de garde au sein du centre de santé (portage CPTS et Centre de santé) > Fiche N°5 - Informer les acteurs en contact avec les publics cibles sur les dispositifs facilitant l'accès aux droits et aux soins (portage ville) > Fiche N°6

3.2.2 La santé mentale

Le diagnostic de santé fait ressortir un taux élevé d'admissions en affection longue durée (ALD) liées à des problématiques de santé mentale en 2015 à Cergy (1 969, ce qui représente 3% de la population cergysoise contre 2% au niveau départemental et régional).

Seulement 6 psychiatres exercent en libéral (contre 8 recensés en 2015 par l'INSEE). Cela représente une faible densité comparée à l'échelle régionale : rapportée à la population du recensement 2015, la densité de psychiatres est de 0,97 contre 2,29 à l'échelle régionale.

On observe une diminution du nombre d'actes en ambulatoire réalisés par la psychiatrie de secteur pour les Cergysois due à des délais d'attente en augmentation et à des freins financiers à l'accès à une consultation.

Le manque de praticiens (médecins généralistes et psychiatres) a pour conséquence de déstabiliser les structures médico-sociales (ex : services d'accompagnement à la vie sociale, services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés) d'après les acteurs interrogés. Ils font ressortir également un enjeu lié à l'hébergement des personnes « marginalisées » avec des troubles « psy » et une difficulté à accompagner certains publics dans un parcours de soin (les dispositifs en place ne parviennent pas à toucher l'ensemble des personnes en souffrance psychique ; des difficultés à accompagner vers une prise en charge dans le champ de la psychiatrie).

Depuis 2015, Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise porte un Conseil local en santé mentale (CLSM) qui depuis 2019 repose sur une convention tripartite avec la Direction Départementale de l'ARS 95 et le groupe hospitalier René Dubos. Un plan d'action est actuellement en construction avec les acteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux du territoire. Cette démarche en santé mentale est intégrée au CLS car elle répond aux enjeux qui ressortent du diagnostic. Le CLSM et le CLS sont donc deux dispositifs distincts et complémentaires qui sont liés par des objectifs, une démarche et des acteurs communs.

AXE THÉMATIQUE : SANTÉ MENTALE	
Objectif stratégique 2 : Renforcer l'offre de prévention et la prise en charge des troubles en santé mentale	
Objectifs spécifiques	Fiches actions
2.1 : Développer un travail local de santé mental partagé et structuré	Création et mise en oeuvre du plan d'actions du CLSM (portage CLSM) > Fiche N°7

3.2.3 Les maladies infectieuses et chroniques dont les cancers

Le diagnostic territorial de santé fait ressortir un taux de mortalité standardisé plus élevé dans le canton de Cergy (727) que dans le département (652) et la région (600) et particulièrement chez les femmes. Sur la période 2012-2014, on compte 838 décès féminins pour 100 000 habitantes contre 634 au niveau départemental et 584 au niveau régional.

Cette prédominance féminine s'observe également pour les décès liés à des maladies de l'appareil circulatoire. Le taux standardisé de mortalité féminine par maladie de l'appareil circulatoire à Cergy (canton de Cergy) est beaucoup plus élevé qu'au niveau départemental et régional : 268 contre 150 et 136.

Au niveau des taux de mortalité par cancer, ceux associés au cancer du sein et du côlon – les deux cancers pour lesquels il existe pourtant un dépistage organisé – sont supérieurs à la fois au taux départemental et au taux régional. Concernant la mortalité par cancers du tissu (lymphoïde, hémato et apparentés), le taux standardisé chez les hommes (34) est près de deux fois plus élevé que celui du département (17) ou que celui de la région (18).

Le recours au dépistage organisé du cancer du sein est relativement faible (taux de participation en 2018-2019 : 38,34% contre une moyenne départementale de 44,2%). Sur les 47 communes avec une population cible de plus de 1 000 femmes, le taux de participation au dépistage du cancer du sein sur la ville de Cergy est le huitième taux le plus bas). Ces problématiques ont fait ressortir un besoin d'accompagnement à la compréhension des dispositifs de dépistage organisé des cancers, à la diffusion de l'information ainsi qu'une facilitation de l'accès au dépistage. Alors que plus de 38% de la population cergysoise place l'éducation à la santé comme deuxième besoin prioritaire (derrière l'accès aux soins), on voit que la prévention santé sur les maladies chroniques doit être au cœur des actions du CLS.

Par ailleurs, depuis mars 2020, la ville est mobilisée sur une crise sanitaire nationale qui touche l'ensemble des Cergysois et particulièrement les plus fragiles. Pour faire face au développement très rapide de la maladie infectieuse de la COVID-19, elle a mis en place, en partenariat avec la délégation départementale du Val d'Oise de l'ARS et de la Région Île-de-France, une politique de prévention adaptée incluant des dépistages massifs sur tout le territoire.

Cette crise sanitaire a confirmé la nécessité de développer des actions hors les murs, au plus proche des lieux de vie des habitants. Effectivement, le « Aller-vers » permet à la fois de faciliter l'accès au dépistage pour les personnes les plus éloignées des parcours de santé mais également de faire connaître au plus grand nombre les structures de prévention et de soins du territoire.

AXE THÉMATIQUE : LES MALADIES INFECTIEUSES ET CHRONIQUES DONT LES CANCERS

Objectif stratégique 3 : Améliorer la prévention des maladies infectieuses, chroniques et le recours au dépistage organisé des cancers

Objectifs spécifiques	Fiches actions
3.1 : Développer l'accessibilité de l'offre de dépistage et d'orientation des maladies infectieuses et chroniques dont les cancers sur Cergy	<ul style="list-style-type: none"> - Journée de promotion du dépistage (portage Service des actions de santé du département, ville) > Fiche N°8 - Création d'un outil de communication local sur le dépistage organisé des cancers (portage CRCDC, ville) > Fiche N°9
3.2 : Développer les savoirs et savoir-faire des Cergysois sur les facteurs de risques des maladies chroniques dont les cancers	Formation « Devenir ambassadeur relais du dépistage ! » : formation à destination du public sur le dépistage organisé des cancers (portage CRCDC, la ligue contre le cancer, ville) > Fiche N°10
3.3 : Favoriser une offre alimentaire saine, durable et accessible à tous	Manger en santé : vers une offre alimentaire solidaire, durable, et de qualité pour tous (portage CACP, Parc naturel régional du Vexin français) > Fiche N°11
3.4 : Développer une offre d'activités physiques adaptées sur Cergy	Ouverture d'une maison sport santé société à Cergy (portage Exaequo) > Fiche N°12
3.5 : Instaurer une politique « Ville sans tabac » sur Cergy	Des «espaces sans tabac» à Cergy (portage ville, La ligue contre le cancer, Conseil des jeunes) > Fiche N°13

3.2.4 Les conduites addictives chez les jeunes

La population actuelle sur Cergy est particulièrement jeune puisque près de 50% des habitants ont moins de 30 ans. La présence de plusieurs universités sur Cergy explique une part très forte d'étudiants et de population entre 15 et 64 ans. Cette présence massive de jeunes induit des attentes à prendre en considération et un enjeu fort de prévention et d'éducation à la santé.

Dans le diagnostic, les professionnels ont fait ressortir une baisse de moyens pour l'accueil et la prise en charge des jeunes sujets aux addictions, malgré la présence sur le territoire de deux centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) et du dispositif Jeunes ambassadeurs des droits (JADE) (mis en place par le CSAPA DUNE) qui est un point d'accueil et d'accompagnement des jeunes.

Ces problématiques soulèvent des enjeux de visibilité et de lisibilité des offres existantes par les jeunes mais également par les professionnels accompagnant ces jeunes. Ils traduisent un manque d'action de prévention dans ce champ et particulièrement d'actions hors les murs.

Ils induisent également un manque de repérage précoce des conduites addictives des jeunes et de leur prise en charge.

AXE THÉMATIQUE : CONDUITES ADDICTIVES DES JEUNES	
Objectif stratégique 4 : Renforcer la prévention et la prise en charge des conduites addictives chez les jeunes	
Objectifs spécifiques	Fiches actions
4.1 : Développer les savoirs et savoir-faire des jeunes cergyssois autour de l'utilisation du numérique	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation sur l'utilisation des réseaux sociaux et construction d'un escape game sur le cyber-harcèlement (portage ville, Codes 95) > Fiche N°14 - Mise en place d'actions d'éducation numérique autour d'outils et programmes éducatifs pour les jeunes (portage ville) > Fiche N°15 - Mise en place de temps de sensibilisation et d'information auprès des jeunes dans les établissements scolaires (collèges) sur l'utilisation du numérique (portage ville) > Fiche N°16
4.2 : Développer le repérage précoce des vulnérabilités et des pratiques à risques en matière de conduites addictives, soutien et l'orientation des publics	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'actions de sensibilisation-formation auprès des professionnels sur les conduites addictives, le repérage et l'orientation des publics (portage ville) > Fiche N°17 - Mise en place de temps de médiation dans les différents quartiers et établissements du second degré de la ville (portage Ville) > Fiche N°18
4.3 : Développer l'accessibilité de l'offre de prévention et de prise en charge des addictions chez les jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un point jeunesse prévention des addictions pour les jeunes consommateurs au sein de l'antenne de l'ANPAA-95 de Cergy-Pontoise (portage Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie) > Fiche N°19 - Mise en place de permanences de sensibilisations et de repérage dans les lycées et maisons de quartier (portage ANPAA) > Fiche N°20

3.2.5 La santé sexuelle des jeunes

Les professionnels de santé ont fait ressortir dans le diagnostic des potentielles problématiques autour des pratiques sexuelles à risques et des difficultés à faire exister des actions de prévention face à l'hostilité dans certains quartiers.

La vie affective et sexuelle porte sur un champ très large dans lequel on retrouve les IST, la contraception mais aussi les rapports fille/garçon. Si les établissements scolaires soulèvent régulièrement des incivilités entre les deux sexes ou liées à l'homophobie, le sujet est pourtant très difficile à aborder avec les jeunes cergyssois.

C'est pourquoi les actions de prévention sont primordiales sur ce sujet et doivent être abordées sous différentes formes pour pouvoir désamorcer les idées reçues, partir des représentations des jeunes et travailler sur une santé sexuelle positive. La coordination avec l'ensemble des acteurs communiquant sur ce thème est importante également.

AXE THÉMATIQUE : SANTÉ SEXUELLE DES JEUNES	
Objectif stratégique 5 : Développer les comportements favorables à la santé affective et sexuelle des jeunes	
Objectifs spécifiques	Fiches actions
5.1 : Développer les savoirs des jeunes cergyssois sur la contraception et la prévention des risques infectieux 5.2 : Développer le pouvoir d'agir des jeunes cergyssois en travaillant autour de leur santé sexuelle	Permanences de sensibilisation et d'information sur la vie affective et sexuelle des jeunes en lycée (portage ville) > Fiche N°21 - Exposition et mur d'expression sur la vie affective et sexuelle (portage ville) > Fiche N°22 - Soirée filles « Faisons le point sur la contraception et les menstruations » (portage ville) > Fiche N°23

3.2.6 La santé des enfants et la parentalité

Le diagnostic de santé de Cergy s'inscrit dans un contexte social avec des structures familiales en évolution. De plus en plus de familles monoparentales se constituent avec des situations sociales précaires et fragiles. Ces changements de structuration familiale ont des impacts sur le modèle parental et la définition même de la parentalité. C'est ce qu'ont fait ressortir les professionnels de santé en mettant en avant un désengagement des parents qui tendraient à s'appuyer de plus en plus sur les professionnels.

Paradoxalement, les écoles font ressortir un manque de présence et d'investissement des parents dans la vie de leurs enfants au sein des établissements du premier comme du second degré.

Cette fragilité familiale a des impacts sur la santé et le comportement de santé des enfants et donc des futurs adultes. L'éducation à la santé et le développement d'un environnement positif à leur santé sont des enjeux à travailler.

Le diagnostic fait ressortir également un taux de mortalité élevé chez les femmes et un taux de naissances prématurées important (2.2% de naissances à moins de 33 semaines d'aménorrhée en 2015 sur Cergy contre 1.7% sur le département et 1.6% sur la région). Ces indicateurs soulignent une préoccupation particulière à porter à l'égard des femmes cergysoises.

AXE THÉMATIQUE : SANTÉ DES ENFANTS ET PARENTALITÉ

Objectif stratégique 6 : Renforcer l'éducation à la santé et la prévention précoce auprès des parents et de leurs enfants

Objectifs spécifiques	Fiches actions
6.1 : Renforcer le soutien et l'accompagnement des familles sur la parentalité	Mise en place d'actions pour développer le liens entre parents dans les établissements scolaires et les lieux de vie (maisons de quartiers) (portage ville) > Fiche N°24
6.2 : Développer le pouvoir d'agir des familles confrontées aux conduites addictives de leurs enfants	Mise en place d'actions de sensibilisation-information auprès des familles confrontées aux conduites à risque liées aux NTIC de leurs enfants (portage ville) > Fiche N°25
6.3 : Développer les compétences psychosociales des enfants	Mise en place d'actions autour des compétences psychosociales (CPS) auprès des enfants en milieu scolaire (portage CODES 95) > Fiche N°26

4. Durée, mise en œuvre, suivi, communication et évaluation du contrat

1. Durée, mise en oeuvre, suivi, communication et évaluation du contrat

4.1 Durée et révision du contrat

La durée du CLS est calquée sur celle du PRS 2. De ce fait, il est conclu jusqu'au 31 décembre 2022.

Il est révisable par voie d'avenant à la demande de l'une ou l'autre des parties pour intégrer de nouveaux signataires au contrat et de nouvelles fiches action.

4.2 Modalités de mise en œuvre du contrat

Le CLS de Cergy se déclinera par la mise en oeuvre des actions inscrites dans le contrat. Elles sont présentées sous la forme de fiches action, annexées au présent document.

Ces dernières pourront être soumises à modification selon l'évolution du contexte, des besoins repérés ou demandes exprimées, ainsi que de l'évaluation réalisée.

De même, sur la durée du CLS, des actions déclinant les objectifs retenus pourront faire l'objet de fiches action qui seront soumises à la validation du comité de pilotage et annexées au contrat par voie d'avenant.

Toutes les fiches inscrites dans le contrat ont un porteur de projet identifié. Il est chargé de :

- la mise en oeuvre de l'action et l'implication des partenaires utiles,
- le suivi de la mise en oeuvre,
- l'évaluation de l'action et donc le recueil des indicateurs définis et leur transmission à l'équipe de coordination du CLS,
- l'information au groupe de travail et à l'équipe de coordination sur la mise en oeuvre, les difficultés rencontrées.

4.3 Modalités de suivi des actions du contrat

L'équipe de coordination du CLS est chargée du suivi du C.L.S. et de la réalisation des actions par les porteurs de projet.

La coordinatrice CLS a la charge de centraliser les informations reçues par les porteurs de projet dans un outil informatique de suivi qui présente de manière structurée les éléments importants liés à l'action dont :

- l'état d'avancement,
- les facteurs bloquants, facilitant et les pistes d'améliorations,
- les indicateurs de suivi et d'évaluation.

Cet outil de suivi servira à l'équipe de coordination pour élaborer une procédure d'accompagnement de l'action et de son réajustement avec le porteur si besoin. Il servira également de base pour la communication auprès du groupe de travail thématique.

Cet outil permettra d'élaborer des bilans qui seront présentés chaque année en comité de pilotage.

4.4 Modalités de communication autour du contrat

La communication est un outil indispensable au renouvellement du CLS. En effet, il est un moyen de répondre à l'ensemble des axes transversaux de coordination, de visibilité et lisibilité, de participation des habitants et d'intégration de la santé dans toutes les politiques publiques.

Celle-ci doit être réfléchie et adaptée en fonction des destinataires mais également aux enjeux d'accès à l'information.

La communication sera mise en place à différents niveaux (communication globale sur le CLS pour les habitants et les professionnels et plus spécifique pour les différentes instances du CLS). Elle utilisera différents moyens et supports (mailing, newsletter, site de la ville, réseaux sociaux, affichage, événement, cartographie, etc).

4.5 Modalités d'évaluation du contrat

Pour rappel, le CLS a vocation à :

- renforcer la qualité de mise en oeuvre de la politique de santé au niveau local dans le respect des objectifs inscrits dans le PRS 2,
- coordonner, articuler et mettre en cohérence les différentes politiques publiques favorables à la santé,
- réduire les inégalités sociales et territoriales de santé,
- permettre à l'échelon local la construction d'un parcours de santé adapté.

La démarche évaluative vise à apprécier dans quelle mesure la stratégie et la dynamique CLS ont permis une plus grande prise en compte des inégalités sociales et territoriales de santé et ont contribué à leur réduction.

Cette démarche évaluative se fera tout au long du CLS. Elle s'appuiera sur les instances du CLS, à savoir :

- le comité de pilotage validera les étapes de la démarche et sa finalité,
- le comité technique assurera la conduite opérationnelle de la démarche et le suivi de l'évaluation,
- l'équipe de coordination assurera l'interface entre le niveau stratégique et le niveau opérationnel ainsi que la cohérence globale de la démarche.

Le calendrier de la démarche évaluative suit celui du CLS. Des bilans d'étapes seront présentés au comité de pilotage et un rapport final lui sera transmis quelques mois avant la fin du CLS.

Le CLS sera évalué sur deux grands aspects tout au long de sa mise en oeuvre.

4.5.1 La gouvernance et le processus

L'équipe projet est en charge d'élaborer des outils permettant d'évaluer l'élaboration, le fonctionnement et la gouvernance du C.L.S. Ces outils se référeront à ceux préconisés par le référentiel du CLS rédigé par l'ARS. Ils seront présentés et validés par le comité technique qui les utilisera pour suivre le bon déroulé du CLS et faire des ajustements éventuels.

4.5.2 Les objectifs et les actions

Les porteurs de projet ont la charge d'évaluer les actions qu'ils mettent en oeuvre, à partir d'indicateurs définis avec l'équipe de coordination. Celle-ci centralise les évaluations des porteurs de projets et les synthétisent sous forme d'un rapport. Les évaluations sont analysées par le comité technique et présentées au comité de pilotage pour permettre l'adaptation et la réorientation des actions.

L'évaluation des actions et des objectifs concourt à l'évaluation globale du contrat. Le suivi d'indicateurs pertinents sur l'état de santé de la population permettra également d'alimenter cette évaluation. Cependant, les actions du CLS ne pourront pas être considérées comme les seuls vecteurs d'amélioration de l'état de santé des habitants.

5. Fiches action

MATÉRIALISATION D'UN DISPOSITIF D'AIDE À L'INSTALLATION DES PROFESSIONNELS LIBÉRAUX SUR LE TERRITOIRE

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Accès aux droits et aux soins			
Porteurs de l'action	Ville de Cergy	Coordonnées référents action	Mélissa MAHIEUX melissa.mahieux@cergy.fr 01 34 33 44 49	Katia LE BOUGEANT katia.lebougant@cergy.fr 01 34 33 43 23

C O N T E X T E

Le diagnostic fait ressortir une densité de médecins libéraux (généralistes + spécialistes) plus faible qu'à l'échelle de la région, peu de nouvelles installations (14,3 à Cergy contre 17 en Île-de-France) et des effectifs de médecins généralistes qui diminuent (-7% entre 2009 et 2015). De plus, la moyenne d'âge des médecins (omnipraticiens et spécialistes) à Cergy est de 57,4 ans contre 51 ans en France ; 71% ont plus de 55 ans et 49% ont plus de 60 ans.

Alors que 67% des recours au soin se font auprès d'un médecin généraliste de Cergy, ils sont de plus en plus sollicités (un nombre d'actes par médecin élevé) et ne peuvent pas répondre à l'augmentation des besoins. De moins en moins de médecins se déplacent à domicile, les délais pour accéder à un rendez-vous sont de plus en plus longs et les plages horaires de consultation sans rendez-vous diminuent. Les Cergyssois récemment installés ou ceux dont le médecin a quitté le territoire ont de grandes difficultés pour trouver un médecin traitant.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	NON
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	OUI

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Les médecins généralistes libéraux
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	Territoire de Cergy
Modalités d'accès	Répondre aux conditions du cahier des charges défini dans le cadre de l'action.
Calendrier de l'action	Définition du cahier des charges au 1er semestre 2021

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Promouvoir l'exercice coordonné et favoriser l'installation des professionnels de santé
Objectif opérationnel 1	Accompagner techniquement et financièrement l'installation de nouveaux professionnels de santé
Objectif opérationnel 2	Intégrer ces professionnels de santé dans la dynamique locale

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	L'intégration de ces professionnels de santé dans la dynamique territoriale permettra de développer la coordination entre l'offre de prévention et de soins et le lien ville/hôpital. De plus l'articulation avec la CPTS permettra de construire un dispositif adapté aux besoins du territoire en termes d'accès à un médecin traitant.
Lisibilité et visibilité de l'offre	L'intégration de ces professionnels de santé dans la dynamique territoriale leur permettra d'avoir une connaissance affinée de l'offre de prévention et de soins existante et de la rendre plus lisible auprès de leur patientèle.
Participation des habitants	L'action étant en direction des professionnels, elle n'implique pas de participation des habitants.
Politique intégrée	Le dispositif doit permettre une meilleure répartition de l'offre de soins sur l'ensemble du territoire.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Système de santé
Thème 1	Accès aux soins

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
ARS	santé	non	oui	oui	non
URPS	santé	oui	non	non	non
Amicale des médecins généralistes	santé	oui	oui	non	non
Partenaires immobiliers	Aménagement	non	oui	non	non
CPTS	santé	oui	oui	non	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	non
--	-----

DESSCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Définition du cahier des charges : définition des modalités d'accompagnement techniques et financières et des conditions d'accès 2. Communication autour du dispositif : élaboration d'un plan de communication à destination des futurs médecins ou des professionnels souhaitant s'installer 3. Mise en œuvre du dispositif : déploiement du dispositif auprès des professionnels souhaitant être accompagnés
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens humains : 1 agent de la ville</p> <p>Moyens financiers : budget dédié à définir</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Outil informatique de suivi
Plan de communication	A travailler avec la direction de la communication
Indicateur processus	Implication des directions partenaires dans la conception et la mise en oeuvre du dispositif
Indicateur activité 1	Nombre d'acteurs mobilisés sur cette action
Indicateur résultat 1	Nombre de professionnels bénéficiaires du dispositif
Indicateur résultat 2	Nombre de professionnels impliqués dans les temps de travail partenariaux mis en place par la ville et ses partenaires

OUVERTURE D'UN CENTRE DE SANTÉ RESPECTANT L'ACCORD CADRE NATIONAL SUR UN QUARTIER PRIORITAIRE DE LA VILLE

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Accès aux droits et aux soins			
Porteurs de l'action	Ville de Cergy	Coordonnées référents action	Mélissa MAHIEUX melissa.mahieux@cergy.fr 01 34 33 44 49	Katia LE BOUGEANT katia.lebougant@cergy.fr 01 34 33 43 23

C O N T E X T E

Le diagnostic fait ressortir une densité de médecins libéraux (généralistes et spécialistes) plus faible qu'à l'échelle de la région, un faible nombre de nouvelles installations (14,3 à Cergy contre 17 en Ile-de-France) et des effectifs de médecins généralistes qui diminuent (-7% entre 2009 et 2015). De plus, la moyenne d'âge des médecins (omnipraticiens et spécialistes) à Cergy est de 57,4 ans contre 51 ans en France ; 71% ont plus de 55 ans et 49% ont plus de 60 ans. Alors que 67% des recours au soin se font auprès d'un médecin généraliste de Cergy, ils sont de plus en plus sollicités (un nombre d'actes par médecin élevé) et ne peuvent pas répondre à l'augmentation des besoins. De moins en moins de médecins se déplacent à domicile, les délais pour accéder à un rendez-vous sont de plus en plus longs et les plages horaires de consultation sans rendez-vous diminuent. Les Cergyssois récemment installés ont de grandes difficultés pour trouver un médecin traitant.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	OUI

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Tout public
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	Centre implanté dans le quartier Axe majeur de Cergy
Modalités d'accès	Pour les personnes disposant d'une couverture sociale, les personnes dont les droits ne seront pas ouverts seront orientées vers de la médiation en santé.
Calendrier de l'action	Ouverture prévue au deuxième trimestre 2021

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Promouvoir l'exercice coordonné et favoriser l'installation des professionnels de santé
Objectif opérationnel 1	Intégrer des dispositifs répondant aux priorités diagnostiquées sur Cergy (ex : ETP, médiation en santé, etc)
Objectif opérationnel 2	Faire du lien entre le soin et la prévention en créant des passerelles entre le centre de santé et la maison prévention santé

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	L'exercice regroupé et coordonné entre professionnels de santé et la concertation entre acteurs du soin et de la prévention va favoriser la mise en réseau. Le pilotage associatif intégrant les partenaires clés du territoire (groupe hospitalier, maison hospitalière, amicale des médecins généralistes) permettra de développer le lien ville/hôpital.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Le regroupement de la MPS avec le centre permettra de développer la visibilité de l'offre de prévention pour les habitants et les professionnels.
Participation des habitants	Les habitants du quartier prioritaire sont associés au pilotage du centre par l'intégration du conseil citoyen au sein de l'association gestionnaire.
Politique intégrée	Le centre de santé permet l'intégration dans l'espace urbain prioritaire d'une nouvelle offre de soin.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Système de santé
Thème 1	Accès aux soins
Thème 2	Santé des femmes
Thème 3	Santé de l'enfant

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Groupe hospitalier René Dubos	santé	non	oui	non	oui
Maison hospitalière	autre	non	oui	non	oui
Amicale des médecins	santé	non	non	non	oui
Association du conseil citoyen	autre	non	non	non	oui
Association IPC	santé	non	oui	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	oui
Si oui précisez ?	Les habitants du quartier prioritaire sont associés au pilotage du centre par l'intégration du conseil citoyen au sein de l'association gestionnaire.
Quel degré ?	Partenaire

DESSCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<ol style="list-style-type: none"> Création de l'association gestionnaire et définition du projet de santé du centre : l'association a été créée en décembre 2020 et le projet de santé est en cours de définition. Formalisation du lien entre l'équipement de soin et de prévention : réflexion autour d'une convention de partenariat entre les 2 structures et définition des modalités pratiques d'utilisation des locaux communs. Ouverture du centre de santé et déménagement de la MPS
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Logistique : Les locaux appartiennent à la ville et son à disposition gracieusement de l'association gestionnaire. - Matériel : Le matériel non médical est fourni par la ville et le matériel médical par le gestionnaire. <p>Moyens humains : 3 cabinets en médecine générale, 3 spécialistes, 3 dentistes et un cabinet infirmier</p> <p>Moyens financiers (de fonctionnement) liés aux actes de soin et de prévention mis en place par le centre</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	A travailler avec la direction de la communication
Indicateur processus	Respect du calendrier
Indicateur activité 1	Nombre de réunions des instances du projet
Indicateur activité 2	Présence des partenaires dans ces instances
Indicateur résultat 1	Matérialisation dans le projet de santé des dispositifs répondant aux priorités diagnostiquées sur Cergy (ex : ETP, médiation en santé, etc)
Indicateur résultat 2	Matérialisation des passerelles entre le centre de santé et la maison prévention santé par un acte formalisé

CRÉATION D'UNE COMMUNAUTÉ PROFESSIONNELLE TERRITORIALE DE SANTÉ (CPTS) SUR CERGY ÉRAGNY PUISEUX PONTOISE

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Accès aux droits et aux soins			
Porteurs de l'action	CPTS	Coordonnées référents action	Coordinateur en cours de recrutement	Delphine TORTIGET 01 30 31 93 94 delphine.tortiget@gmail.com

C O N T E X T E

Le diagnostic fait ressortir une densité de médecins libéraux (généralistes et spécialistes) plus faible qu'à l'échelle de la région, un faible nombre de nouvelles installations (14,3 à Cergy contre 17 en Ile-de-France) et des effectifs de médecins généralistes qui diminuent (-7% entre 2009 et 2015). De plus, la moyenne d'âge des médecins (omnipraticiens et spécialistes) à Cergy est de 57,4 ans contre 51 ans en France ; 71% ont plus de 55 ans et 49% ont plus de 60 ans. Alors que 67% des recours au soin se font auprès d'un médecin généraliste de Cergy, ils sont de plus en plus sollicités (un nombre d'actes par médecin élevé) et ne peuvent pas répondre à l'augmentation des besoins. De moins en moins de médecins se déplacent à domicile, les délais pour accéder à un rendez-vous sont de plus en plus longs et les plages horaires de consultation sans rendez-vous diminuent. Les Cergyssois récemment installés ont de grandes difficultés pour trouver un médecin traitant.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	NON
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	OUI

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Tout public
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	CPTS inclut le territoire de Cergy, d'Eragny et de Puiseux Pontoise

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Promouvoir l'exercice coordonné et favoriser l'installation des professionnels de santé
Objectif opérationnel 1	Décloisonner et réorganiser les soins autour du patient
Objectif opérationnel 2	Intégrer des acteurs sociaux et médico-sociaux dans la démarche de la CPTS du territoire de Cergy-Pontoise

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	L'exercice coordonné entre professionnels de santé et la concertation entre acteurs du soin et de la prévention va favoriser la mise en réseau. La CPTS, portée par les professionnels de santé libéraux favorisera la collaboration entre professionnels de ville et hospitaliers.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Le travail en réseau entre prévention et soin et ville / hôpital permettra une meilleure lisibilité de l'offre et une meilleure orientation des publics dans leur parcours de santé.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Système de santé
Thème 1	Accès aux soins
Thème 2	Dispositif de coordination

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Groupe hospitalier René Dubos	santé	oui	oui	oui	non
Etablissement de santé publics et privés	autre	oui	oui	oui	non
Acteurs médico-sociauxgénéralistes	santé	oui	oui	oui	non
Acteurs sociaux	autre	oui	oui	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	non
--	-----

DESRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>1. Montage d'un dossier pour le financement d'un poste de coordinateur</p> <p>2. Mise en place de groupes de travail partenariaux sur la prévention et l'offre de soin</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens humains : 1 coordinateur pour le lancement des groupes de travail</p> <p>Moyens financiers : poste de coordinateur financé par l'ARS et financement de la CPAM (poste de coordinateur et moyens liés aux missions et fonctionnement de la CPTS)</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi semestriel à fournir à la coordinatrice CLS par le référent de l'action
Indicateur processus	Implication des différents partenaires dans les groupes de travail
Indicateur activité 1	Nombre de réunions partenariales réalisées / prévues
Indicateur activité 2	Nombres de partenaires présents dans les réunions partenariales / prévus
Indicateur résultat 1	Nombre d'orientations de patients vers les partenaires de la CPTS
Indicateur résultat 2	Nombre d'acteurs sociaux et médico-sociaux dans la démarche de la CPTS du territoire de Cergy Pontoise

DÉPLOIEMENT DU PROJET MAISON DE PRÉVENTION EN SANTÉ ET D'ACCOMPAGNEMENT THÉRAPEUTIQUE SUR CERGY

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Accès aux droits et aux soins		
Porteurs de l'action	Groupe hospitalier René DUBOS	Coordonnées référents action	Bruno PHILIPPE bruno.philippe@ght-novo.fr 01 30 75 44 59

CONTEXTE

Le diagnostic fait ressortir une densité de médecins libéraux (généralistes et spécialistes) plus faible qu'à l'échelle de la région, un nombre faible de nouvelles installations (14,3 à Cergy contre 17 en Ile-de-France) et des effectifs de médecins généralistes qui diminuent (-7% entre 2009 et 2015). Alors que 67% des recours au soin se font auprès d'un médecin généraliste de Cergy, ils sont de plus en plus sollicités (un nombre d'actes par médecin élevé) et ne peuvent pas répondre à l'augmentation des besoins.

De moins en moins de médecins se déplacent à domicile, les délais pour accéder à un rendez-vous sont de plus en plus longs et les plages horaires de consultation sans rendez-vous diminuent. Dans ce contexte, l'accompagnement des patients sur des maladies chroniques comme la BPCO, le diabète, etc n'est pas simple pour les patients comme pour les praticiens de santé. L'éducation thérapeutique du patient et les actions de prévention et d'éducation à la santé sont des réponses multipartenariales à développer sur le territoire.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	NON
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	NON

PÉRIMÈTRE DE L'ACTION

Public cible	Patient atteint d'une maladie chronique
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	La MPSAT est localisée dans les locaux du groupe hospitalier René Dubos mais les ateliers ont vocation à être organisés dans des lieux mis à disposition par la ville (salles de maison de quartier).
Modalité d'accès	Sur orientation d'un médecin
Calendrier de l'action (début, fin, étapes)	<p>Sur premier trimestre 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rencontre avec les personnels de santé libéraux (par la CPTS de Cergy) et d'autre praticiens de santé (à organiser avec la coordinatrice santé de la ville de Cergy) - Comité de pilotage sur la mise en place de la phase opérationnelle de la MPSAT sur les différents territoires dont Cergy - Identification des premiers patients avec les médecins généralistes (impliqués dans le projet) pour réfléchir à leur parcours de santé dans le cadre de la MPSAT <p>2ème trimestre 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en oeuvre des premiers ateliers sur Cergy (mise à disposition de locaux, matériel) avec les partenaires impliqués (ex-aequo, service santé, coordiнов 95, praticiens de santé, autres structures) - Bilan d'étape sur la mise en oeuvre des premiers ateliers et perspectives pour le second semestre 2021

OBJECTIFS

Objectif spécifique	Faciliter l'accès aux droits et aux soins des habitants, notamment les plus éloignés du système de santé
Objectif opérationnel 1	Faciliter l'accès aux soins et le parcours pluridisciplinaire du patient souffrant de pathologies chroniques
Objectif opérationnel 2	Faciliter l'émergence et l'accompagnement des projets de prévention en santé et d'éducation thérapeutique pluridisciplinaire au sein du territoire impliquant à la fois les professionnels du GHT NOVO et les acteurs libéraux de santé, médico-sociaux et sociaux du territoire

INTÉGRATION DES AXES TRANSVERSAUX

Coordination / Travail en réseau	Ce projet permet la mise en réseau de beaucoup de professionnels de santé du territoire qui ont un lien avec l'ETP. La prise en charge des patients étant tournée vers de la santé globale, le projet permet d'intégrer d'autres acteurs du champ de la santé et du social. De plus, il développe le lien ville / hôpital.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Les liens et passerelles qui vont se créer entre la prévention et le soin dans ce projet vont rendre l'offre globale du territoire plus lisible pour les habitants. Les patients pris en charge pourront découvrir cette nouvelle offre de santé déployée sur la ville.

Participation des habitants	L'ETP est une démarche où le patient est acteur de sa santé. En tant que dispositif d'accompagnement, les patients pourront exprimer leurs besoins et leurs demandes. De plus, certains patients seront intégrés à l'instance décisionnel du projet (comité de pilotage) en tant que patient expert.
Objectif opérationnel 2	Faciliter l'émergence et l'accompagnement des projets de prévention en santé et d'éducation thérapeutique pluridisciplinaire au sein du territoire impliquant à la fois les professionnels du GHT NOVO et les acteurs libéraux de santé, médico-sociaux et sociaux du territoire

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Système de santé
Thème 1	Accès aux soins
Thème 2	Éducation thérapeutique du patient

À quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?

Axe 1 : promouvoir et améliorer l'organisation en parcours des prises en charge de santé sur les territoires (mettre en place un accompagnement thérapeutique de proximité et expérimenter des modes de financements favorisant la qualité des parcours)
Axe 3 : permettre un accès égal et précoce à l'innovation en santé et aux produits de la recherche (accompagner la diffusion de technologies et d'organisations innovantes, favorisant le maintien sur le lieu de vie des personnes les plus vulnérables)

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Ville service santé	santé	non	oui	non	non
M3S	santé	non	oui	oui	non
Médecins généralistes ville	santé	non	non	oui	non
Professionnels de santé	autre	non	non	oui	non
Associations de santé	autre	non	oui	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	oui
Si oui précisez ?	Les patients vont participer à différents niveaux du projet : - participation au comité de pilotage / comité technique - participation à la construction et l'animation de séances spécifiques d'ETP en tant que patient expert
Quel degré ?	Implication

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	Début du projet : 2018. Présentation à la direction départementale ARS95. 2019 : présentation ARS-IdF et CPAM95. • 2020 : collaboration École des Mines Paristech - premiers ateliers pilotes. T1 - 2021 : Mise en œuvre des premiers ateliers d'ETP sur les territoires identifiés dans le cadre du projet dont Cergy Détails de la mise en œuvre de ces ateliers : - Mise en place de Bilans Éducatifs Partagés (BEP) avec les MG (qui se seront inscrits dans le projet) en présence du MG, spécialiste d'organe et le patient. Ces BEP déterminent le parcours du patient basé sur l'ETP. - Mise en œuvre des parcours individuels et collectifs du patient (objectif de 10 ateliers sur un trimestre sur Cergy) avant juin 2021
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	Moyens logistiques et matériel : - Logistique : Les locaux respectant les conditions sanitaires seront mis à disposition par la ville - Matériel : Matériel à disposition dans la salle et en prêt sur demande par la ville (tableau Veleda - ordinateur et vidéoprojecteur). Le matériel propre du programme est fourni par l'équipe ETP (outils d'intervention, impressions, etc). Moyens humains : les ateliers sont animés par 1 à 2 acteurs de santé libéral et/ou hospitalier pendant 45-60 minutes • Moyens financiers : actuellement basés sur la base du volontariat ou détachement de l'hôpital - demande de financement en cours auprès de l'ARS

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi bisannuel à communiquer à la coordinatrice santé du CLS Comité technique de la MPSAT
Plan de communication	A déterminer avec les différents partenaires du projet
Indicateur processus	Implication des partenaires dans le lancement de cette action
Indicateur activité 1	Nombre de maladies chroniques prises en charge dans le cadre de la MPSAT / prévues : la BPCO en 2021. Objectif horizon 2025 : insuffisance cardiaque - AVC - diabète - maladies neurologiques dégénératives - maladies rhumatismales
Indicateur activité 2	Nombre de professionnels de santé impliqués dans la MPSAT / identifiés
Indicateur résultat 1	Nombre de patients pris en charge dans le cadre de la MPSAT / prévus
Indicateur résultat 2	Nombre d'actions pluridisciplinaires de prévention en santé et de PES mises en place dans le cadre de la MPSAT / 20 ateliers prévus sur le territoire CLS Cergy en 2021 (échéance 31/12/2021)

INTÉGRATION D'UN DISPOSITIF MÉDICAL DE GARDE AU SEIN DU CENTRE DE SANTÉ

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Accès aux droits et aux soins			
Porteurs de l'action	Association Centre de santé ville de Cergy	Coordonnées référents action	Directeur du centre de santé	Coordinateur en cours de recrutement

C O N T E X T E

Le diagnostic fait ressortir une densité de médecins libéraux (généralistes et spécialistes) plus faible qu'à l'échelle de la région, peu de nouvelles installations (14,3 à Cergy contre 17 en Ile-de-France) et des effectifs de médecins généralistes qui diminuent (-7% entre 2009 et 2015).

De plus, la moyenne d'âge des médecins (omnipraticiens et spécialistes) à Cergy est de 57,4 ans contre 51 ans en France ; 71% ont plus de 55 ans et 49% ont plus de 60 ans. Alors que 67% des recours aux soins se font auprès d'un médecin généraliste de Cergy, ils sont de plus en plus sollicités (un nombre d'actes par médecin élevé) et ne peuvent pas répondre à l'augmentation des besoins.

De moins en moins de médecins se déplacent à domicile, les délais pour accéder à un rendez-vous sont de plus en plus longs et les plages horaires de consultation sans rendez-vous diminuent. Les Cergyssois récemment installés ont de grandes difficultés pour trouver un médecin traitant.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	OUI

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Tout public
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	Centre implanté dans le quartier Axe majeur de Cergy
Modalité d'accès	Pour les personnes disposant d'une couverture sociale
Calendrier de l'action	Mise en place au 1 ^{er} semestre 2023 après l'ouverture du centre de santé

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Faciliter l'accès aux droits et aux soins des habitants, notamment les plus éloignés du système de santé
Objectif opérationnel 1	Créer une offre de soins de proximité en dehors des heures d'ouverture classique
Objectif opérationnel 2	Diminuer le recours aux services d'urgence locaux pour des motifs ne relevant pas de l'urgence médicale

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	Cette action implique une coordination entre les médecins libéraux qui vont assurer le service de garde.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Un travail de communication autour de l'offre de soin «urgences et dispositif médical de garde» sera à mener auprès des publics afin qu'ils puissent avoir une meilleure lisibilité de celle-ci et adapter leur utilisation.
Participation des habitants	Des patients et habitants seront à inclure dans le travail autour des outils de communication grand public sur l'ouverture de ce dispositif médical de garde.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Système de santé
Thème 1	Accès aux soins
Thème 2	Dispositif de coordination

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Amicale des médecins généralistes	santé	non	oui	non	non
Autres professionnels libéraux	santé	non	oui	oui	non
Service santé ville	santé	non	non	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	oui
Si oui précisez ?	Des patients et habitants seront à inclure dans le travail autour des outils de communication grand public sur l'ouverture de ce dispositif médical de garde.
Quel degré ?	Implication

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réflexion à mener dans le cadre du projet de Centre de santé après son ouverture avec la CPTS et les autres professionnels libéraux du territoire 2. Formalisation des modalités d'ouverture et de fonctionnement 3. Ouverture du dispositif de garde
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Logistique : Les locaux appartiennent à la ville et sont à disposition gracieusement de l'association gestionnaire. - Matériel : Le matériel non médical est fourni par la ville et le matériel médical par le gestionnaire. <p>Moyens humains : à déterminer</p> <p>Moyens financiers (de fonctionnement) liés aux actes de soin et de prévention mis en place par le centre</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi semestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	Il sera travaillé avec la ville et des habitants et patients
Indicateur processus	Implication des professionnels libéraux
Indicateur activité 1	Freins et leviers de l'action
Indicateur activité 2	Nombre de professionnels de santé libéraux impliqués dans la réflexion
Indicateur résultat 1	Volume horaire du dispositif médical de garde
Indicateur résultat 2	Nombre de patients ayant recours aux services d'urgence locaux pour des motifs ne relevant pas de l'urgence médicale

INFORMER LES ACTEURS EN CONTACT AVEC LES PUBLICS CIBLES SUR LES DISPOSITIFS FACILITANT L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Accès aux droits et aux soins		
Porteurs de l'action	Ville	Coordonnées référents action	Katia LE BOUGEANT katia.lebougeant@cergy.fr 01 34 33 43 23

C O N T E X T E

80 % des professionnels déplorent un manque de visibilité des actions de prévention sur le territoire. Les outils de communications sont disparates et pas assez ciblés. Malgré un développement des outils numériques, un mauvais accès aux informations ne permet pas aux usagers d'avoir les bons messages de prévention. Un manque de lisibilité dans les missions de chaque professionnel de santé présent sur le territoire engendre de mauvaises orientations du public et des ruptures de parcours.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	NON
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	NON

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Acteurs de santé du territoire
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	Cergy
Modalité d'accès	Dispositif ciblé pour les acteurs de la prévention et du soin
Calendrier de l'action	Début de l'action prévue sur le second semestre 2021

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Faciliter l'accès aux droits et aux soins des habitants, notamment les plus éloignés du système de santé
Objectif opérationnel 1	Renforcer la maîtrise des dispositifs facilitant l'accès aux droits et aux soins par les acteurs locaux
Objectif opérationnel 2	Développer l'interconnaissance entre les acteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	L'action a pour objectif de renforcer le travail en réseau sur le territoire.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Une meilleure interaction entre les professionnels des champs du social, du médical et du médico-social permettra une meilleure lisibilité de l'offre de prévention et de soin par les habitants et une fluidification du parcours de santé.
Participation des habitants	L'action ciblant les professionnels, les habitants n'ont pas vocation à intervenir dans l'action mais bénéficieront de ses impacts.
Politique intégrée	L'action n'a pas d'impact direct sur cet axe.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Système de santé
Thème 1	Accès aux soins
Thème 2	Accès aux droits

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
CPAM	santé	non	oui	oui	non
ARS	santé	non	oui	non	non
Le département	santé	non	oui	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	non
--	-----

DESRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réflexion à mener dans le cadre du projet de Centre de santé après son ouverture avec la CPTS et les autres professionnels libéraux du territoire 2. Formalisation des modalités d'ouverture et de fonctionnement 3. Ouverture du dispositif de garde
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Logistique : Les locaux appartiennent à la ville et son à disposition gracieusement de l'association gestionnaire. - Matériel : Le matériel non médical est fourni par la ville et le matériel médical par le gestionnaire. <p>Moyens humains : à déterminer</p> <p>Moyens financiers (de fonctionnement) liés aux actes de soin et de prévention mis en place par le centre</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi bi-annuel à communiquer à la coordinatrice santé du CLS
Plan de communication	A travailler avec la direction de la communication
Indicateur processus	Niveau d'implication des partenaires dans la construction de l'action
Indicateur activité 1	Pourcentage des acteurs locaux déclarant mieux maîtriser les dispositifs facilitant l'accès
Indicateur activité 2	Nombre d'outils de communication réalisés
Indicateur résultat 1	Nombre de formations/informations réalisés auprès des acteurs locaux sur les dispositifs
Indicateur résultat 2	Nombre de temps d'interconnaissance organisés entre les acteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux

CRÉATION ET MISE EN OEUVRE DU PLAN D' ACTIONS
DU CONTRAT LOCAL DE SANTÉ MENTALE

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Santé mentale		
Porteurs de l'action	CACP - CLSM	Coordonnées référents action	Geneviève GAGNEUX genevieve.gagneux@cergypontoise.fr 06 77 53 99 70

C O N T E X T E

Le diagnostic de santé fait ressortir un taux élevé d'admissions en affection longue durée (ALD) liées à des problématiques de santé mentale en 2015 à Cergy (1 969, ce qui représente 3% de la population cergyssoise contre 2% au niveau départemental et régional). On observe une diminution du nombre d'actes en ambulatoire réalisés par la psychiatrie de secteur pour les Cergyssois due à des délais d'attente en augmentation et à des freins financiers à l'accès à une consultation.

La pénurie médicale (médecins généralistes et psychiatres) impacte les structures médico-sociales (ex : SAVS, SAMSAH) d'après les acteurs interrogés. Ce diagnostic met en évidence deux enjeux liés :

- l'hébergement des personnes « marginalisées » avec des troubles « psy »
- l'offre de soin et de service disponible ne permettant pas de répondre à l'ensemble des besoins exprimés en terme de santé mentale.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	OUI

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Habitants de l'agglomération de Cergy-Pontoise
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	L'action est portée par la CACP sur l'ensemble des villes la composant dont Cergy
Calendrier de l'action (début, fin, étapes)	Adoption et lancement du plan d'action en janvier 2021 pour une durée de 3 ans.

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Développer un travail pluridisciplinaire structuré de promotion prévention en santé mentale
Objectif opérationnel 1	Co-piloter le comité de promotion en santé mentale et les actions à développer
Objectif opérationnel 2	Co-construire et améliorer les actions de prévention en santé mentale

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	Ce projet de grande ampleur met en réseau plusieurs territoires dont celui de Cergy. Son champ d'action étant assez large, il nécessite un travail intersectoriel et partenarial important. Sur Cergy seront mobilisés pour cette action les acteurs de différents champs et de différentes natures (institutionnelle et associative). Ce travail de réseau va permettre de les mettre en lien et de coordonner leurs actions autour du projet.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Le CLSM va permettre de donner une visibilité et une lisibilité des actions de promotion -prévention, de l'offre de soins et de services en santé mentale sur le territoire de l'agglomération dont Cergy.
Participation des habitants	Les usagers du GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle) et les pairs-aidants (les médiateurs de santé, les familles et les experts d'expérience) sont associés à la phase d'élaboration du plan d'action.
Politique intégrée	Le CLSM permettra d'intégrer le champ de la santé dans des politiques publiques tel que l'insertion sociale et socio-professionnelle, le logement et l'inclusion sociale et citoyenne.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs psychosociaux et environnement social
Thème 1	Santé mentale
Thème 2	Accès aux soins
Articulation avec d'autres plans locaux	Le Projet Territorial de Santé Mentale du Val d'Oise (2020-2024)

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Ville de Cergy - service santé	santé	oui	oui	oui	oui
Groupe hospitalier René Dubos	santé	oui	oui	oui	non
Structures médico-sociales	santé	oui	oui	oui	non
Travailleurs sociaux	santé	oui	oui	oui	non
Partenaires de l'éducation	éducation	non	oui	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	oui
Si oui précisez ?	Intégration des usagers du GEM et Pair-aidance dans le CLSM
Quel degré ?	Implication

DESSCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	1. Elaboration du plan d'actions avec les partenaires du territoire 2. Validation du plan d'action 3. Implantation du plan d'action
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	Moyens humains : - 1 poste de coordinatrice du CLSM - 1 agent de la ville mobilisé

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi biannuel à communiquer à la coordinatrice du CLS
Plan de communication	A définir avec le CODIR et la CACP
Indicateur processus	Respect de la démarche engagée dans le cadre du CLSM
Indicateur activité 1	Nombre d'acteurs impliqués sur le CLSM / identifiés
Indicateur activité 2	Nombre de réunions, de rencontres intersectorielles organisées
Indicateur résultat 1	Nombre de rencontres du comité de promotion
Indicateur résultat 2	Pertinence des actions de prévention réalisées

JOURNÉE DE PROMOTION DU DÉPISTAGE

Phase de
conceptionPhase de
mise en œuvre

Axe Stratégique

Les maladies infectieuses et chroniques dont les cancers

Porteurs
de l'actionVilleService des
actions de santé
du départementCoordonnées
référents
actionKatia LE BOUGEANT
katia.lebougeant@cergy.fr
01 34 33 43 23Adélaïde Dupré la Tour
adelaide.duprelatour@valdoise.fr
01.34.25.14.94

C O N T E X T E

Le diagnostic réalisé en 2017/2018 a permis d'identifier un taux de mortalité élevé chez les femmes, des taux de décès élevés pour les maladies de l'appareil circulatoire et pour certains cancers (taux de mortalité par cancer du sein et du colon supérieurs au niveau départemental et régional et un taux standardisé de mortalité des cancers du tissu chez les hommes deux fois plus élevé que celui du Département et de la Région).

De plus, le recours au dépistage organisé comme celui du cancer du sein est relativement faible. (Taux de participation en 2018-2019 : 38,34% contre une moyenne départementale de 44,2%. Sur les 47 communes avec une population cible de plus de 1 000 femmes, le taux de participation au dépistage du cancer du sein sur la ville de Cergy est le 8^{ème} taux le plus bas). Les données épidémiologiques sur la tuberculose incitent à promouvoir les actions d'aller vers auprès des publics les plus exposés : primo-arrivants en France, personnes en très grande précarité, sans domicile fixe. A propos du VIH et des autres IST, le risque d'infection au VIH peut-être majoré chez certains publics, en raison de la précarité des conditions de vie, notamment chez les femmes primo-arrivantes en France.

Les données épidémiologiques font également état d'une diminution des pratiques de prévention (utilisation du préservatif) dans la population générale sexuellement active, notamment chez les jeunes de moins de 25 ans.

Ces problématiques ont fait ressortir un besoin de faciliter l'accès à la sensibilisation, à l'information et l'accès au dépistage autour de ces thématiques via des campagnes mobiles et un accompagnement des populations les plus précaires vers ces dépistages.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?

OUI

Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?

OUI

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible

Tout public avec une attention portée particulièrement sur les personnes précaires

Lieu de l'action / Territoire d'intervention

Cergy

Modalité d'accès

L'accès est gratuit et libre

Calendrier de l'action

Avril/mai 2021

O B J E C T I F S

Objectif spécifique

Développer l'accessibilité de l'offre de dépistage et d'orientation des maladies infectieuses et chroniques dont les cancers sur Cergy

Objectif opérationnel 1

Développer les actions de promotion et de dépistage hors les murs

Objectif opérationnel 2

Développer les connexions entre les acteurs de santé du dépistage

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau

Cette action est copilotée par la ville et le département mais en lien avec d'autres acteurs de santé (voir partenaires). Elle a pour objectif de développer les liens entre les acteurs de prévention (dépistages), du soin et les acteurs sociaux accompagnant les publics cibles.

Lisibilité et visibilité de l'offre

Cette action a pour but de développer la visibilité de l'offre de prévention et de l'offre de dépistage en mettant en place des actions hors les murs, directement auprès des populations cibles (lieux de vie, d'hébergement, d'activités, etc). Ainsi, ces journées pourront permettre aux habitants de découvrir les acteurs de la prévention, du dépistage et du soin du territoire et leur permettre de mieux comprendre et de se réinsérer dans un parcours de santé dont ils peuvent bénéficier.

Participation des habitants

Les usagers du GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle) et les pairs-aidants (les médiateurs de santé, les familles et les experts d'expérience) sont associés à la phase d'élaboration du plan d'action.

Politique intégrée

Cette action est destinée aux habitants afin de développer leurs connaissances sur le dépistage, le parcours de santé et ainsi les promouvoir auprès de leurs proches.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Système de santé		
Thème 1	Cancer	Si autre :	Lutte contre le VIH
Thème 2	Lutte contre la tuberculose		
Thème 3	Maladies chroniques cardiométaboliques		
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?			
Axe 1 : promouvoir et améliorer l'organisation en parcours des prises en charge en santé sur les territoires : Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés			

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Ville de Cergy - service santé	santé	oui	oui	oui	oui
CRCDC	santé	non	oui	oui	non
La ligue contre le cancer	santé	non	non	oui	non
ADSF	santé	non	non	oui	non
AIDES	santé	non	non	oui	non
ANPAA	santé	non	non	oui	non
EPDH	santé	non	non	oui	non
IPC	santé	non	non	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	non
--	-----

DESRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>La ville a déjà expérimenté la mise en place de 2 journées de promotion du dépistage en 2019 dans le quartier prioritaire de la ville, des jours de marché. Elles étaient destinées prioritairement aux seniors et au tout public qui venait sur le marché. Les dépistages ciblaient les risques cardio-vasculaires mais il y avait également le CRCDC pour faire la promotion du dépistage organisé des cancers, des acteurs de la prévention des conduites addictives et des bilans de santé gratuit. Ces 2 journées ont permis de dépister plus de 100 personnes à chaque fois. La ville a donc décidé de développer ces actions et de s'associer au service des actions de santé du département afin de développer d'autres journées de promotion du dépistage hors les murs, en y incluant le volet des maladies infectieuses (tuberculose, VIH) et l'éducation pour la santé. Un autre quartier a été identifié pour la mise en œuvre d'une 3ème journée afin de cibler le public précaire éloigné du système de santé.</p> <p>1. Identification des partenaires : Cette étape sert à identifier tous les acteurs de santé pouvant faire du dépistage ou de la promotion du dépistage avec des unités mobiles et à identifier tous les partenaires sociaux pouvant nous aider dans la mobilisation du public.</p> <p>2. Rencontre et mobilisation des partenaires : Cette étape est très importante car les acteurs de santé à mobiliser sur la journée sont de vrais partenaires dans l'organisation de la journée et l'orientation des publics vers le soin. Les partenaires sociaux jouent également un rôle primordial dans l'identification des besoins du public et leur mobilisation pour cette journée. C'est pourquoi des rencontres sont organisées avec chacun d'entre eux.</p> <p>3. Identification et mobilisations des moyens : Cette étape est importante également car elle assure la bonne mise en œuvre de la journée. Que ce soit sur l'accompagnement et l'accueil des publics, le choix des outils et des moyens techniques, l'identification des besoins des professionnels, la communication et l'évaluation, cette étape doit réunir tous les acteurs impliqués afin qu'ils puissent s'identifier et se coordonner dans l'action mais également dans leurs missions auprès des habitants en dehors de cette journée.</p> <p>4. Mise place des journées de promotion du dépistage : La journée de promotion du dépistage d'avril/mai sera organisée dans le parking d'Emmaüs, dans la zone Francis Combe, sur une journée entière.</p>	
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Moyens logistiques fournis par Emmaüs et la ville - Moyens matériels fournis par l'ensemble des partenaires mobilisés sur la journée <p>Moyens humains :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la ville : 2 personnes seront mobilisées sur cette journée 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour le département : - Pour les autres partenaires : <p>Pour le CRCDC : chargée de prévention et sage-femme du CRCDC-IDF</p> <p>Moyens financiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La ville prend en charge les besoins liés à la mise en œuvre de certains dépistages

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	A organiser avec la direction de la communication départementale et ville
Indicateur processus	Nombre de partenaires impliqués / identifiés
Indicateur activité 1	Moyens mobilisés / prévus
Indicateur activité 2	Nombre de dépistages réalisés / nombre de dépistages prévus
Indicateur résultat 1	Nombre de partenaires impliqués / nombre de partenaires identifiés
Indicateur résultat 2	Nombre de personnes orientées vers l'offre de soin après le dépistage

CRÉATION D'UN OUTIL DE COMMUNICATION LOCAL
SUR LE DÉPISTAGE ORGANISÉ DES CANCERS

Phase de conception	<input type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input checked="" type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Les maladies chroniques dont les cancers			
Porteurs de l'action	CACP - CLSM	Coordonnées référents action	Carine DELEFORGE carine.deleforge@depistage-cancers-idf.fr 01 34 24 58 53	Katia LE BOUGEANT katia.lebougeant@cergy.fr 01 34 33 43 23

C O N T E X T E

Le diagnostic territorial de santé a fait ressortir des taux de mortalité par cancers supérieurs au niveau départemental et régional et un recours au dépistage organisé du cancer du sein relativement faible. (Taux de participation en 2018-2019 : 38,34% contre une moyenne départementale de 44,2%. Sur les 47 communes avec une population cible de plus de 1 000 femmes, le taux de participation au dépistage du cancer du sein sur la ville de Cergy est le 8ème taux le plus bas). Ces problématiques ont fait ressortir un besoin d'accompagnement à la compréhension du dispositif et à la diffusion de l'information ainsi qu'une facilitation de l'accès au dépistage. Dans ce contexte, des axes stratégiques ont été identifiés suite au diagnostic dont la prévention des cancers. Un travail partenarial avec le CRCDC et la ligue contre le cancer est mené depuis plusieurs années dans le cadre des Ateliers Santé Ville et du CLS. Cette action fait partie de cette dynamique santé et répond aux enjeux et problématiques du territoire.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	OUI

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Tout public avec une attention portée particulièrement sur les femmes dont celles en situation de précarité
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	L'action sera organisée sur Cergy et portera sur tout le territoire dont quelques villes limitrophes
Modalité d'accès	L'action est gratuite pour le public
Calendrier de l'action	Début de l'action en 2021

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Développer l'accessibilité de l'offre de dépistage et d'orientation des maladies chroniques dont les cancers des Cergyssois
Objectif opérationnel 1	Aider à identifier les différents acteurs du dépistage organisé sur le territoire en informant les professionnels et les habitants
Objectif opérationnel 2	Permettre la compréhension des informations sur l'intérêt du dépistage des cancers

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	Cette action est travaillée en réseau avec plusieurs partenaires du territoire (voir ci-dessous) et est en lien avec d'autres actions de prévention des cancers mais également des actions portées avec d'autres partenaires (Journée de promotion du dépistage).
Lisibilité et visibilité de l'offre	Cette action a pour but de développer la visibilité de l'offre de dépistage en créant un outil de communication local fait par les habitants (dont les ambassadeurs du dépistage). Ainsi, ils pourront utiliser cet outil dans les actions qu'ils porteront par la suite dans leur quartier en promouvant à leur tour le dépistage organisé des cancers. Cet outil pourra également être utilisé et distribué par les professionnels de santé qui seront identifiés dans l'action.
Participation des habitants	Cette action est destinée aux habitants et fait par eux. Le but de l'action est développer leur pouvoir d'agir individuel et collectif et de mettre en avant leurs savoirs afin qu'ils puissent agir sur le système de santé plus directement et promouvoir un parcours de santé pour tous.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Système de santé
Thème 1	Cancer
Thème 2	Santé de la femme
Thème 3	Démarche participative (dont santé communautaire)
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?	
4. 3 Développer le pouvoir d'agir des habitants par l'information de proximité	
4.1 Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif	

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Ville de Cergy - service santé	santé	oui	oui	oui	oui
Ville Direction communication	autre	non	oui	oui	non
CODES 95	santé	oui	oui	oui	non
Ambassadeurs du dépistage	autre	oui	non	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	oui
Si oui précisez ?	Les habitants participent à toutes les étapes du projet
Quel degré ?	Partenariat

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	1- Promotion de l'action auprès des partenaires et du public 2- Mise place des modules de création de l'outil 3- Accompagnement à la diffusion et l'utilisation de l'outil
--------	--

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Indicateur processus	Nombres de partenaires impliqués / identifiés
Indicateur activité 1	Nombre d'habitants participants à l'action / nombre de participants prévus
Indicateur activité 2	Nombre de séances réalisées / prévues
Indicateur résultat 1	% des participants déclarant avoir acquis une meilleur connaissances des acteurs locaux du dépistage
Indicateur résultat 2	% des participants déclarant pouvoir se saisir et utiliser l'outil dans des actions de promotion du dépistage organisé des cancers

FORMATION « DEVENIR AMBASSADEUR DU DÉPISTAGE »

Phase de
conceptionPhase de
mise en œuvre

Axe Stratégique

Les maladies chroniques dont les cancers

Porteurs
de l'actionCRCDC
Ligue contre
le cancerCoordonnées
référents
actionCarine DELEFORGE
carine.deleforge@
depistage-cancers-idf.fr
01 34 24 58 53Alexandra FRANC
alexandra.franc@ligue-cancer-.net
01 39 47 16 16

C O N T E X T E

Le diagnostic territorial de santé a fait ressortir des taux de mortalité par cancers supérieurs au niveau départemental et régional et un recours au dépistage organisé du cancer du sein relativement faible. (Taux de participation en 2018-2019 : 38,34% contre une moyenne départementale de 44,2%. Sur les 47 communes avec une population cible de plus de 1 000 femmes, le taux de participation au dépistage du cancer du sein sur la ville de Cergy est le 8^{ème} taux le plus bas).

Ces problématiques ont fait ressortir un besoin d'accompagnement à la compréhension du dispositif et à la diffusion de l'information ainsi qu'une facilitation de l'accès au dépistage. Dans ce contexte, des axes stratégiques ont été identifiés suite au diagnostic dont la prévention des cancers. Un travail partenarial avec le CRCDC et la ligue contre le cancer est mené depuis plusieurs années dans le cadre des Ateliers Santé Ville et du CLS.

Cette action fait partie de cette dynamique santé et répond aux enjeux et problématiques du territoire.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?

OUI

Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?

OUI

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible

Tout public avec une attention portée particulièrement sur les femmes dont celles en situation de précarité

Lieu de l'action / Territoire d'intervention

La formation aura lieu sur Cergy, au niveau du quartier prioritaire de la ville

Modalité d'accès

L'accès est gratuit et sur inscription

Calendrier de l'action

En prévision pour mars 2021

O B J E C T I F S

Objectif spécifique

Développer les savoirs et savoirs-faire des Cergyssois sur les facteurs de risques des maladies chroniques dont les cancers

Objectif opérationnel 1

Permettre la compréhension des informations sur l'intérêt du dépistage des cancers

Objectif opérationnel 2

Développer les capacités de transmission et de formation auprès du public

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau

Cette action est travaillée en réseau avec plusieurs partenaires du territoire (voir ci-dessous) et est en lien avec d'autres actions de prévention des cancers mais également des actions portées avec d'autres partenaires (Journée de promotion du dépistage).

Lisibilité et visibilité de l'offre

Cette action a pour but de développer la visibilité de l'offre de dépistage et formant des ambassadeurs dans les différents quartiers de la ville qui feront le relais en promouvant à leur tour le dépistage organisé des cancers auprès des populations de leur quartier. Ainsi, ils pourront également expliquer l'intérêt du dépistage et comment le faire sur Cergy ce qui donnera une meilleure lisibilité de l'offre sur le territoire.

Participation des habitants

Cette action est destinée aux habitants afin de développer leur empowerment et de les rendre acteurs de promotion de la santé à leur tour. Ainsi, ils pourront ensuite participer à la création d'outils de communication ciblés et adaptés au public cible (voir autre action du CLS : Création d'un outil de communication local sur le dépistage organisé des cancers)

Politique intégrée

Le développement de l'empowerment des habitants pourra leur permettre d'intégrer dans d'autres actions de leur quartier le champ de la santé et de pouvoir transférer des compétences acquises dans d'autres domaines développés sur le territoire.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs psychosociaux et environnement social
Thème 1	Cancer
Thème 2	Santé de la femme
Thème 3	Démarche participative (dont santé communautaire)
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?	
Axe 1 : promouvoir et améliorer l'organisation en parcours des prises en charge en santé sur les territoires : Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés	
4.1 Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif	

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Ville de Cergy - service santé	santé	oui	oui	oui	oui
La ligue contre le cancer	santé	non	non	oui	oui
Maisons de quartier et centres sociaux	social	non	oui	oui	non
Associations locales	social	non	oui	non	non
Structure d'hébergement	social	non	oui	non	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?		oui
Si oui précisez ?	Les habitants vont bénéficier de cette formation afin de devenir des relais sur la sensibilisation et la promotion du dépistage organisé des cancers.	
Quel degré ?	Implication	

DESRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>1- Promotion de l'action auprès des acteurs du territoire et du public (entre novembre 2020 et mars 2021): Dans l'objectif de favoriser un travail de proximité avec les associations locales et les maisons de quartiers/centres sociaux de la ville de Cergy, une première information a été donnée aux professionnels de ces structures afin qu'ils puissent par la suite informer et mobiliser leur public. Une communication auprès du grand public sera également effectuée par le service communication de la Ville de Cergy</p> <p>2- Mise place des modules de formation (1 journée en mars 2021 + 1/2 journée en septembre) : La formation sera mise en place et animée par les chargées de prévention du comité du Val d'Oise de la Ligue contre le cancer et du site du Val d'Oise du CRCDC-IDF. La formation sera également effectuée avec l'intervention de professionnels de santé (oncologue, radiologue et/ou manipulateur en radiologie) afin d'apporter une expertise supplémentaire et enrichir le contenu de la formation.</p> <p>3- Accompagnement des ambassadeurs pour la création de leurs actions de sensibilisation : Lors de la formation, un second temps sera consacré à la réflexion des actions qui pourront être envisagées avec les personnes relais et auprès de la population cible tout au long de l'année. Ces actions seront définies en partenariat avec les ambassadeurs relais et les partenaires impliqués. Un référent (chargée de prévention du site du Val d'Oise du CRCDC-IDF ou du comité du Val d'Oise de la Ligue contre le cancer) sera désigné afin d'accompagner les ambassadeurs relais dans la mise en œuvre des actions.</p> <p>4- Mise en place d'un temps d'échange sur les actions mises en place (2h en juin 2021) : Point d'étape et de réflexion autour des actions réalisées et à venir par les ambassadeurs et travail sur une action commune pour la campagne octobre rose en faveur du dépistage organisé du cancer du sein</p> <p>5- Temps de travail en commun (septembre 2021) : temps d'échange autour de l'organisation de l'action commune pour la campagne octobre rose en faveur du dépistage organisé du cancer du sein</p> <p>6- Bilan et perspectives pour 2022 (novembre ou décembre 2021) : rencontre pour faire le bilan des actions mises en œuvre sur 2020 et réflexion autour de la construction d'un outil de communication locale sur la promotion du dépistage organisé des cancers et l'offre de prévention et de soins associée (voir fiche action « Création d'un outil de communication local sur le dépistage organisé des cancers »)</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lieu mis à disposition - Matériel informatique (ordinateur, vidéoprojecteur) ; tables et chaises - Documentation ; goodies <p>Moyens humains : Chargées de prévention du site du Val d'Oise du CRCDC-IDF et du comité du Val-d'Oise de la Ligue contre le cancer, service santé de la ville de Cergy, professionnels de santé, équipes professionnels des associations locales et des maisons de quartiers/centres sociaux</p> <p>Moyens financiers :</p> <p>Appel à projet FNPEIS ?</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	Communication auprès des associations locales, Maisons de quartier et centres sociaux Communication auprès du grand public
indicateur processus	Nombres de partenaires impliqués / identifiés
Indicateur activité 1	Nombre de bénéficiaires de la formation / nombre de bénéficiaires prévus
Indicateur activité 2	% de bénéficiaires ayant apprécié la formation
Indicateur résultat 1	% de bénéficiaires déclarant avoir acquis des connaissances sur les cancers et les campagnes de dépistage
Indicateur résultat 2	% de bénéficiaires déclarant être capable de diffuser de l'information sur les dépistages organisés

MANGER EN SANTÉ : VERS UNE OFFRE ALIMENTAIRE SOLIDAIRE, DURABLE ET DE QUALITÉ POUR TOUS

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique du CLS rattaché à l'action		Maladies infectieuses et chroniques dont les cancers		
Axe du PAT rattaché à l'action		Améliorer l'accès pour tous à une offre alimentaire durable et de qualité à Cergy-Pontoise		
Porteurs de l'action	Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise et Ville de Cergy	Coordonnées référents action	Angélique SALVETTI, Chef de projet Développement durable / Plan climat, angelique.salvetti@cergypontoise.fr, 01 34 41 90 33	Katia LE BOUGEANT katia.lebougeant@cergy.fr 01 34 33 43 23

CONTEXTE

Le diagnostic territorial de santé a fait ressortir une situation sociodémographique et socio-économique assez préoccupante sur Cergy. Une part très importante de familles monoparentales et de familles nombreuses, associée à un taux de chômage élevé et une présence forte de ménages sous le seuil de pauvreté montrent qu'une forte part de la population cergyssoise est dans une situation précaire et fragile et potentiellement vulnérable sur les questions d'accès à la santé.

Le diagnostic a également fait ressortir un taux de décès élevé pour les maladies de l'appareil circulatoire et pour certains cancers avec une forte préoccupation des habitants sur les questions d'hygiène de vie et de prévention santé.

L'alimentation est un déterminant de santé majeur qui intervient particulièrement dans la genèse des maladies chroniques dont les maladies cardiovasculaires, l'obésité, le diabète et certains cancers. Cette ressource essentielle à la bonne santé n'est pourtant pas accessible à tout le monde. En effet, le milieu social impacte directement et dès le plus jeune âge sur l'accès à une alimentation saine et de qualité. L'insécurité alimentaire touche de plus en plus de Cergyssois, encore plus cette année pendant la période de crise que nous traversons. La CACP s'est engagée depuis 2019 dans le déploiement d'un Projet Alimentaire Territorial en collaboration avec le Parc naturel régional du Vexin français et la ville a souhaité pouvoir inscrire le CLS dans cette démarche qui répond aux enjeux qui ressortent du diagnostic.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	OUI

PÉRIMÈTRE DE L'ACTION

Public cible	Habitants de Cergy-Pontoise
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	L'action se déroule sur le territoire de Cergy-Pontoise dont Cergy qui démarre l'expérimentation.
Calendrier de l'action	Lancement de l'action au 3 ^e trimestre 2021 (suite à l'adoption du programme d'actions du PAT)

OBJECTIFS

Objectif spécifique	Favoriser une offre alimentaire saine, durable et accessible à tous
Objectif opérationnel 1	Avoir une connaissance des offres alimentaires solidaires existantes sur le territoire de l'agglomération (dont Cergy)
Objectif opérationnel 2	Recenser les besoins et demandes d'offre alimentaire solidaire sur les quartiers prioritaires des villes de l'agglomération (dont Cergy)

INTÉGRATION DES AXES TRANSVERSAUX

Coordination / Travail en réseau	Le projet de PAT met déjà en réseau plusieurs territoires dont celui de Cergy. Son champ d'action étant assez large, il nécessite un travail intersectoriel et partenarial important. Sur Cergy seront mobilisés pour l'action les services et acteurs de différents champs (développement durable, aide alimentaire, social, ...) et de différentes natures (institutionnelle et associative). Ce travail de réseau va permettre de les mettre en lien et de les fédérer autour de l'action.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Cette action va donner de la visibilité aux offres alimentaires solidaires existantes et ainsi les rendre plus lisibles pour le public mais aussi pour les professionnels.
Participation des habitants	Les habitants ne sont pas directement impliqués dans l'action. Leurs besoins et demandes seront pris en compte. Ils bénéficieront de la communication qui sera faite autour des offres alimentaires solidaires dans le cadre de l'action.
Politique intégrée	Le projet alimentaire repose sur de multiples enjeux. Celui de « l'accessibilité à tous à une alimentation de qualité » permet d'introduire la notion de santé comme transversale : qu'il s'agisse de favoriser l'accès à une alimentation saine auprès des populations fragiles ou de l'éducation au goût et à la nutrition.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs psycho-sociaux et environnement social
Thème 1	Alimentation
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?	
Axe 5 : créer des conditions favorables d'accès à une alimentation saine	
Articulation avec d'autres plans locaux	PCAET / Contrat de ville

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Ville de Cergy	santé	oui	oui	non	non
CCAS de Cergy	social	non	oui	oui	non
Associations du territoire	autre	oui	oui	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	non
--	-----

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>1. Recensement des offres alimentaires solidaires existantes sur le territoire : Le recensement des principales offres alimentaires solidaires du territoire sera réalisé en lien avec les partenaires institutionnels en charge de l'aide alimentaire. Une prise de contact directe avec les acteurs de cette offre et les associations oeuvrant dans ce thème permettra un état des lieux précis et actualisé.</p> <p>2. Recensement des besoins et demandes en offre alimentaire solidaire sur les quartiers prioritaires dans le cadre de la politique de la ville : Une méthodologie sera élaborée afin de récolter les besoins et demandes des habitants et des professionnels sur les quartiers prioritaires (à définir : questionnaire, grilles d'entretien, ...).</p> <p>3. Définition d'une stratégie de promotion des offres alimentaires solidaires existantes auprès des professionnels et du public : Une réflexion sera menée sur les moyens de promotion (événements, plan de communication) à mettre en œuvre afin de valoriser l'offre existante auprès des publics (voir des outils ciblés en fonction des populations) mais également des professionnels (sociaux, médicaux-sociaux, etc)</p> <p>4. Etude de l'opportunité de développer une nouvelle offre solidaire sur les quartiers prioritaires dans le cadre de la politique de la ville : A partir du recensement des besoins et demandes, fait sur les quartiers prioritaires, une réflexion sera menée avec les acteurs de l'offre alimentaire solidaire du territoire, la ville et des associations des quartiers prioritaires afin d'étudier l'opportunité de développer une nouvelle offre sur un des quartiers visés.</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	A définir avant le lancement de l'action

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi bi-annuel à communiquer à la coordinatrice santé du CLS
Indicateur processus	Respect de la démarche engagée dans le cadre du PAT
Indicateur activité 1	Nombre d'acteurs mobilisés sur cette action
Indicateur activité 2	Nombre de réunions de rencontre intersectorielle organisées
Indicateur résultat 1	Nombre d'acteurs contactés
Indicateur résultat 2	Nombre de questionnaires remplis

OUVERTURE D'UNE MAISON SPORT SANTÉ SOCIÉTÉ (M3S)
À CERGYPhase de
conceptionPhase de
mise en œuvre

Axe Stratégique du CLS rattaché à l'action

Maladies infectieuses et chroniques dont les cancers

Porteurs
de l'actionAssociation
Ex-aequoCoordonnées
référents
actionValérie LEFEVRE
exaequo.association@gmail.com
06 73 73 95 40

C O N T E X T E

Le diagnostic territorial de santé fait ressortir un taux de mortalité standardisé plus élevé dans le canton de Cergy (727) que dans le département (652) et la région (600) avec prédominance pour les décès liés à des maladies de l'appareil circulatoire ainsi que certains cancers (ceux associés au cancer du sein et du côlon) et particulièrement chez les femmes. Concernant la mortalité par cancers du tissu (lymphoïde, hémato et apparentés), le taux standardisé chez les hommes (34) est près de deux fois plus élevé que celui du département (17) ou que celui de la région (18).

Alors que plus de 38% de la population cergyssoise place l'éducation à la santé comme deuxième besoin prioritaire (derrière l'accès aux soins), on voit que la prévention santé sur les maladies chroniques doit être au cœur des actions du CLS dont la promotion de l'activité physique.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?

OUI

Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?

OUI

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible

Tout public

Lieu de l'action / Territoire d'intervention

Le public accueilli par la M3S vient de tout le territoire de l'agglomération dont Cergy

Modalité d'accès

Le coût d'accès est de 25 à 45 € par an en fonction de la formule choisies

Calendrier de l'action

La M3S a ouvert ses portes en septembre 2020

O B J E C T I F S

Objectif spécifique

Développer une offre d'activités physiques adaptées sur Cergy

Objectif opérationnel 1

Amener les bénéficiaires à pratiquer régulièrement une activité physique de façon autonome ou en structure

Objectif opérationnel 2

Améliorer la sensation de bien être des personnes

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau

L'ouverture de la M3S est portée par plusieurs structures dont l'association Ex-Aequo, qui pilote le projet, l'hôpital de Pontoise et la ville. Chacun y tient un rôle complémentaire d'orientation, d'accueil et d'accompagnement. La M3S a vocation à s'ouvrir à d'autres partenaires dans son déploiement et son orientation vers la prévention santé et l'éducation thérapeutique du patient.

Lisibilité et visibilité de l'offre

La M3S est une structure qui s'implante sur Cergy au cœur d'un quartier prioritaire de la ville. Elle va permettre par ses missions et ses activités de donner de la visibilité et de la lisibilité à l'offre de prévention santé sur Cergy mais également de faire le lien entre la prévention et le soin pour aller dans le sens d'un vrai parcours de santé.

Participation des habitants

Cette structure sera un lieu d'accueil que les habitants vont pouvoir s'approprier, où ils vont pouvoir trouver de l'information. Selon leurs besoins et leurs demandes, ils pourront faire évoluer son développement.

Politique intégrée

Cette structure étant accueillie dans une maison de quartier, elle va pouvoir intégrer le champ de la santé et de l'activité physique dans le développement de celui-ci.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs psycho-sociaux et environnement social
Thème 1	Activité physique
Thème 2	Développement des compétences psychosociales
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?	
Faire émerger et soutenir des territoires de coordination à l'initiative des acteurs	
Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif	
Articulation avec d'autres plans locaux	Dispositif national Maison Sport Santé

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Médecins hospitaliers (sport, pneumologie)	santé	oui	oui	oui	oui
Médecins libéraux de Cergy	santé	non	non	oui	non
Ville service santé	santé	non	oui	non	non
Conseil départemental	autre	non	oui	non	non
CACP	autre	non	oui	non	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?		oui
Si oui précisez ?	Les habitants pourront exprimer leurs besoins et leurs demandes pour faire évoluer la M3S.	
Quel degré ?	Consultation	

DESSCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>En octobre 2019 : Rédaction du projet et recherche de référent médical</p> <p>Janvier 2020 : Rencontre du docteur Cléophas et début du travail en commun</p> <p>Février 2020 : Signature d'une convention avec Ufolep pour le déploiement d'une M3S dans le Val d'Oise</p> <p>Mars 2020 : Obtention d'une salle en maison de quartier de l'Axe majeur Horloge</p> <p>Juin 2020 : Recherche de financement pour le lancement de l'activité</p> <p>Juillet 2020 : Dépôt de demande de Labellisation « Maison Sport Santé »</p> <p>Septembre 2020 : Ouverture de la maison sport santé société à Cergy</p> <p>Octobre 2020 : Recrutement d'une enseignant en Activité Physique Adapté (APA)</p> <p>Janvier 2021 : Recherche de financement de pérennisation et attente de labellisation</p> <p>Mars 2021 : Bilan intermédiaire</p> <p>Avril 2021 : Recherche d'un 2^e enseignant APA</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques : mis à disposition par la ville gratuitement</p> <p>Moyens matériels : Du matériel pédagogique spécifique sera acheté en complément de la dotation de notre fédération.</p> <p>Moyens humains : L'équipe de la M3S est composée de deux bénévoles, 4 salariés (une éducatrice, une chargée de développement en apprentissage, un agent de développement en activité physique adaptée).</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	Communication réalisée par l'association et relayée par les différents partenaires impliqués
Indicateur processus	Nombre de partenaires impliqués / identifiés
Indicateur activité 1	Nombre de bénéficiaires réels / prévus
Indicateur activité 2	Nombre d'activités mises en place / prévues
Indicateur résultat 1	% des bénéficiaires déclarant pratiquer plus régulièrement une activité physique de façon autonome ou en structure
Indicateur résultat 2	% des bénéficiaires déclarant se sentir mieux grâce à la pratique d'une activité physique

DES « ESPACES SANS TABAC » À CERGY

Phase de
conceptionPhase de
mise en œuvre

Axe Stratégique

Les maladies chroniques dont les cancers

Porteurs
de l'actionVille de Cergy
La ligue contre
le cancerCoordonnées
référents
actionKatia LE BOUGEANT
katia.lebougeant@cergy.fr
01 34 33 43 23Alexandra FRANC
alexandra.franc@ligue-cancer-net
01 39 47 16 16

C O N T E X T E

Le diagnostic territorial de santé fait ressortir un taux de mortalité standardisé plus élevé dans le canton de Cergy (727) que dans le département (652) et la région (600) avec prédominance pour les décès liés à des maladies de l'appareil circulatoire ainsi que certains cancers (ceux associés au cancer du sein et du côlon) et particulièrement chez les femmes. Concernant la mortalité par cancers du tissu (lymphoïde, hémato et apparentés), le taux standardisé chez les hommes (34) est près de deux fois plus élevé que celui du département (17) ou que celui de la région (18).

Alors que plus de 38% de la population cergyssoise place l'éducation à la santé comme deuxième besoin prioritaire (derrière l'accès aux soins), on voit que la prévention santé sur les maladies chroniques doit être au cœur des actions du CLS et doit être accompagné d'engagements forts au niveau de la ville.

Première cause évitable de mortalité en France, le tabac est responsable de plus de 78 000 morts par an. Des lois efficaces protègent des milliers de personnes des dangers de fumer du tabac dans les lieux clos à l'usage collectif. Mais pour améliorer la santé et « dénormaliser » le tabagisme, nous devons élargir ces mesures aux espaces extérieurs.

83% des Français sont favorables à la protection de fumée de tabac dans les parcs et les jardins publics dédiés aux enfants (sondage Ipsos réalisé pour l'Alliance contre le tabac en Mai 2014).

Cette action permet d'agir directement sur l'environnement physique, considéré comme l'un des 12 déterminants de santé.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?

NON

Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?

NON

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible

Tout public

Lieu de l'action / Territoire d'intervention

Ville de Cergy

Modalité d'accès

Pas de modalité d'accès

Calendrier de l'action

Mai ou Novembre 2021: Inauguration du 1er espace sans tabac cergyssois dans le cadre de la journée mondiale sans tabac ou du « Mois sans tabac »

O B J E C T I F S

Objectif spécifique

Instaurer une politique « Ville sans tabac » sur Cergy

Objectif opérationnel 1

Favoriser les comportements favorables à la santé sans tabac

Objectif opérationnel 2

Sensibiliser les cergyssois autour du tabagisme dont le tabagisme passif

I N T E G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau

Cette action met en lien différentes structures de santé (ville, Ligue contre le cancer) et permet d'associer des usagers à travers le conseil des jeunes.

Lisibilité et visibilité de l'offre

La mise en place d'outils de communication dans l'espace public permettra une meilleure visibilité de l'offre de prévention sur le thème visé.

Participation des habitants

Participation des jeunes cergyssois par l'intermédiaire du conseil des jeunes.

Politique intégrée

L'action permet d'intégrer la santé dans l'espace urbain en impliquant dans la démarche une direction opérationnelle (Direction des services urbains).

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Circonstances matérielles		
Thème 1	Tabac		
Thème 2	Autre	Si autre	santé environnement
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?			
Axe 5 : inscrire la santé dans toutes les politiques/ Généraliser les démarches d'intégration de la santé dans l'urbanisme et l'aménagement. Mettre en place des passerelles entre actions de promotion de la santé, mobilisation des relais sociaux et aménagement urbain			

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
La ligue contre le cancer	santé	oui	oui	oui	oui
Conseil des jeunes	autre	non	oui	non	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?		oui
Si oui précisez ?	Le conseil des jeunes de Cergy (11-15 ans) participe à l'action.	
Quel degré ?	Implication	

DESRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>Ce label, développé par la Ligue contre le cancer en partenariat avec les municipalités, propose des espaces publics extérieurs qui sont, jusqu'à présent, non soumis à l'interdiction de fumer des décrets Bertrand (décret n°2015-768 du 29 Juin 2015 relatif à l'interdiction de fumer dans les aires collectives de jeux). Désormais, le tabac sera interdit dans ces espaces labellisés (plages, parc, entrées des écoles, ect.) grâce à un arrêté municipal. Il s'agit principalement d'espaces conviviaux et familiaux accueillant des enfants. Cette action vise à dénormaliser le tabagisme, mettre en place des espaces publics conviviaux et sains et préserver l'environnement.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Identification des lieux en lien avec le conseil des jeunes de Cergy et la direction des services urbains 2. Elaboration d'outils de communication et de sensibilisation autour du tabagisme 3. Conventonnement avec la Ligue contre le cancer et établissement des arrêtés municipaux 4. Inauguration du 1^{er} espace sans tabac cergyssois à l'occasion de la journée mondiale sans tabac ou du Mois sans tabac 5. Action de prévention autour de cette inauguration : le conseil des jeunes, accompagné de la Ligue contre le cancer mettra en place une action de prévention auprès du public sur le tabagisme.
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériels de la ville de Cergy</p> <p>Moyens humains :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 agents ville et les conseillers jeunes - 1 personne de la Ligue contre le cancer <p>Moyens financiers : dépenses de communication prises en charge par la ville.</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	Plan de communication à travailler avec la direction de la communication en interne
Indicateur processus	Respect du calendrier de mise en œuvre
Indicateur activité 1	Nombre d'habitants présents lors de l'inauguration
Indicateur résultat 1	Nombre de personnes favorables aux espaces sans tabac
Indicateur résultat 2	Nombre de personnes déclarant être sensibilisées au tabagisme dont le tabagisme passif

SENSIBILISATION SUR L'UTILISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX ET CONSTRUCTION D'UN ESCAPE GAME SUR LE CYBERHARCÈLEMENT

Phase de conception	<input type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input checked="" type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Conduites addictives des jeunes		
Porteurs de l'action	Ville de Cergy Direction jeunesse	Coordonnées référents action	Sana DIALLO sana.diallo@cergy.fr 01 34 33 43 82

C O N T E X T E

La population actuelle sur Cergy est particulièrement jeune puisque près de 50% des habitants ont moins de 30 ans.

La présence de plusieurs universités sur Cergy explique une part très forte d'étudiants et de population entre 15 et 64 ans. Cette présence massive de jeunes induit des attentes à prendre en considération et un enjeu fort de prévention et d'éducation à la santé.

Dans le diagnostic, les professionnels ont fait ressortir une baisse de moyens pour l'accueil et la prise en charge des jeunes sujets aux addictions, malgré la présence sur le territoire de 2 CSAPA et du dispositif JADE (mis en place par le CSAPA DUNE) qui est un point d'accueil et d'accompagnement des jeunes.

Ces problématiques soulèvent des enjeux de visibilité et de lisibilité des offres existantes par les jeunes mais également par les professionnels accompagnant ces jeunes. Ils traduisent un manque d'action de prévention dans ce champ et particulièrement d'actions hors les murs.

Ils induisent également un manque de repérage précoce des conduites addictives des jeunes et de leur prise en charge.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	NON

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Jeunes cergyssois
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	Cergy
Modalité d'accès	Gratuite sur inscription
Calendrier de l'action	Premiers temps de sensibilisation à programmer sur le premier trimestre 2021 et construction de l'escape game à la suite sur le deuxième trimestre (en fonction des contraintes liées à la crise sanitaire)

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Développer les savoirs et savoirs-faire des jeunes cergyssois autour de l'utilisation du numérique
Objectif opérationnel 1	Sensibiliser les jeunes à l'utilisation des réseaux sociaux et sur le harcèlement numérique
Objectif opérationnel 2	Impliquer les jeunes dans la sensibilisation sur la thématiques auprès de leurs pairs

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	Ce projet met en lien différentes partenaires qui œuvrent déjà sur la thématique et qui accompagnent les jeunes au quotidien, qu'ils soient institutionnels ou associatifs (établissements scolaires, associations, centres sociaux).
Lisibilité et visibilité de l'offre	Dans cette action est prévu un temps de sensibilisation qui présentera aux jeunes les acteurs territoriaux qui font de la prévention sur ce thème. Cela leur permettra de mieux les connaître et de les faire connaître auprès d'autres jeunes.
Participation des habitants	Les jeunes de Cergy sont complètement impliqués dans l'action car ils vont construire un outil pour d'autres jeunes et le concevoir comme ils le veulent. Ils auront ensuite l'occasion de l'utiliser lors d'une intervention. Cet outil pourra être ensuite utilisé dans d'autres manifestations sur le thème.
Politique intégrée	L'action n'a pas d'impact direct sur cet axe.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs psycho-sociaux et environnement social
Thème 1	Prévention des addictions
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
CODES 95	santé	oui	oui	oui	non
CCAS de Cergy	santé	non	oui	non	non
Collège Gérard Phillipe	éducation	non	oui	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	oui
Si oui précisez ?	Les jeunes vont être acteur de l'action après avoir été sensibilisés.
Quel degré ?	Implication

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>1. Temps de sensibilisation à l'utilisation des réseaux sociaux et cyberharcèlement : sous forme de « café des parents » pour la sensibilisation des familles (comment fixer un cadre et éviter les conflits avec son enfant face aux écrans) et temps d'échanges et de débats avec les jeunes du dispositif de l'accompagnement à la scolarité</p> <p>2. Conception de l'escape game en continuité de la sensibilisation (avec les mêmes jeunes et en partenariat avec le CODES 95) :</p> <p>Trame de l'escape game (imaginaire, scénario et mécanismes)</p> <p>-Equipe scenario : proposer diverses versions de l'escape game, interchangeable pour pouvoir le rejouer. Ces histoires avaient pour but de servir de base à des vidéos "témoignage" que notre hackeuse diffuserait pendant la recherche d'indices. Celles-ci aborderaient les raisons et les impacts des divers cas de cyber harcèlement. De quoi bien déstabiliser les prisonniers pendant leurs recherches mais aussi partager des expériences de vie marquantes afin de créer l'effet sensibilisation.</p> <p>-Equipe codes et énigmes : Construire des énigmes en lien avec les intérêts et les risques des réseaux sociaux qui conduisent au code de déverrouillage.</p> <p>-Equipe personnages : construire l'identité virtuelle de notre hackeuse en réalisant des avatars graphiques, un site internet où elle racontait son calvaire de cyber harcelée et divers comptes de réseaux sociaux</p> <p>-Equipe numérique : création des faux réseaux de notre hackeuse : Facebook, Snap, Insta, Twitter et le petit nouveau Tiktok. Création faux site web (wordpress.com)</p> <p>3. Valorisation et utilisation de l'escape game auprès d'autres jeunes (à proposer sur une autre maison de quartier ou sur le collège Gérard Phillipe)</p> <p>4. Evaluation et perspectives</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Humains: 2 à 3 agents</p> <p>Logistiques: identification des espaces au sein de l'établissement/ anticipation des salles en maisons de quartier / création supports numériques</p> <p>Materiels: matériel informatique, vidéo projecteur</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	A définir avec la direction de la communication
Indicateur processus	Nombre de séances de travail avec le CODES 95 réalisées / prévues
Indicateur activité 1	Nombre de jeunes ayant participé à l'action / prévus
Indicateur activité 2	Nombre de séances réalisées/prévues
Indicateur résultat 1	Nombre de jeunes déclarant avoir acquis des connaissances sur l'utilisation des réseaux sociaux et sur le harcèlement numérique
Indicateur résultat 2	Nombre de jeunes ayant participé à des actions animées avec l'outil créé par les jeunes

MISE EN PLACE D' ACTIONS D'ÉDUCATION NUMÉRIQUE AUTOUR D'OUTILS ET PROGRAMMES ÉDUCATIFS POUR LES JEUNES

Phase de conception	<input type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input checked="" type="checkbox"/>

Axe Stratégique		Conduites addictives des jeunes	
Porteurs de l'action	Ville Direction jeunesse	Coordonnées référents action	Sana DIALLO sana.diallo@cergy.fr 01 34 33 43 82

C O N T E X T E

La population actuelle sur Cergy est particulièrement jeune puisque près de 50% des habitants ont moins de 30 ans. La présence de plusieurs universités sur Cergy explique une part très forte d'étudiants et de population entre 15 et 64 ans. Cette présence massive de jeunes induit des attentes à prendre en considération et un enjeu fort de prévention et d'éducation à la santé.

Dans le diagnostic, les professionnels ont fait ressortir une baisse de moyens pour l'accueil et la prise en charge des jeunes sujets aux addictions, malgré la présence sur le territoire de 2 CSAPA et du dispositif JADE (mis en place par le CSAPA DUNE) qui est un point d'accueil et d'accompagnement des jeunes. Ces problématiques soulèvent des enjeux de visibilité et de lisibilité des offres existantes par les jeunes mais également par les professionnels accompagnant ces jeunes. Ils traduisent un manque d'action de prévention dans ce champ et particulièrement d'actions hors les murs.

Ils induisent également un manque de repérage précoce des conduites addictives des jeunes et de leur prise en charge.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	NON

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Jeunes cergyssois
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	Cergy
Modalité d'accès	Gratuite sur inscription
Calendrier de l'action	Les premiers temps de réalisation de l'action auprès des jeunes sont prévus à partir du 2 ^{ème} trimestre 2021 (en fonction des contraintes liées à la crise sanitaire)

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Développer les savoirs et savoirs-faire des jeunes cergyssois autour de l'utilisation du numérique
Objectif opérationnel 1	Faire découvrir aux jeunes des outils numériques éducatifs
Objectif opérationnel 2	Familiariser les jeunes à l'utilisation positive de l'outil informatique dans le cadre de leurs apprentissages

I N T E G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	L'action va permettre aux acteurs de la ville qui proposent de l'offre numérique pour les jeunes de travailler ensemble.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Cette action rendra l'offre numérique éducative proposée par la ville plus visible pour les jeunes afin qu'ils puissent mieux s'en saisir dans le cadre de leurs apprentissages.
Participation des habitants	L'action permettra aux jeunes de se familiariser avec d'autres usages du numérique. Ils pourront évoquer leurs besoins et demandes sur ce sujet.
Politique intégrée	Cette action permet de travailler le volet santé dans le champ du numérique et de son utilisation par les jeunes.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs comportementaux
Thème 1	Prévention des addictions
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Ville service santé	santé	non	oui	non	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	oui
Si oui précisez ?	Les jeunes vont se familiariser avec de nouveaux outils numériques éducatifs qu'ils pourront ensuite utiliser en autonomie.
Quel degré ?	Implication

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Choix et achat des supports éducatifs (sur le premier trimestre 2021) 2. Organisation d'une conférence pour les parents fréquentant la maison de quartier Axe majeur sur le développement cognitif de l'enfant face aux écrans 3. Temps d'immersion en réalité virtuelle avec les jeunes du dispositif de l'accompagnement à la scolarité / présentation de programmes éducatifs pour les jeunes / Digital School 4. Evaluation et perspectives
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Humains : 2 à 3 agents</p> <p>Logistiques : anticipation des salles en maisons de quartier / création supports numériques</p> <p>Matériels : matériel informatique, vidéo projecteur</p> <p>Financiers : conférencier</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	Communication à prévoir auprès des familles et jeunes de la maison de quartier
Indicateur activité 1	Nombre de séances réalisées / prévues
Indicateur activité 2	Nombre de jeunes ayant participé à l'action / prévus
Indicateur résultat 1	% des jeunes déclarant avoir des découverts de nouveaux outils numériques éducatifs
Indicateur résultat 2	% de jeunes déclarant vouloir continuer à utiliser ce genre d'outil numérique dans leurs apprentissages

MISE EN PLACE DE TEMPS DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION AUPRÈS DES JEUNES DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES (COLLÈGES) SUR L'UTILISATION DU NUMÉRIQUE

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Conduites addictives des jeunes		
Porteurs de l'action	Ville de Cergy Direction jeunesse	Coordonnées référents action	Sana DIALLO sana.diallo@cergy.fr 01 34 33 43 82 / 06 72 44 63 40

C O N T E X T E

La population actuelle sur Cergy est particulièrement jeune puisque près de 50% des habitants ont moins de 30 ans.

La présence de plusieurs universités sur Cergy explique une part très forte d'étudiants et de population entre 15 et 64 ans. Cette présence massive de jeunes induit des attentes à prendre en considération et un enjeu fort de prévention et d'éducation à la santé.

Dans le diagnostic, les professionnels ont fait ressortir une baisse de moyens pour l'accueil et la prise en charge des jeunes sujets aux addictions, malgré la présence sur le territoire de 2 CSAPA et du dispositif JADE (mis en place par le CSAPA DUNE) qui est un point d'accueil et d'accompagnement des jeunes.

Ces problématiques soulèvent des enjeux de visibilité et de lisibilité des offres existantes par les jeunes mais également par les professionnels accompagnant ces jeunes. Ils traduisent un manque d'action de prévention dans ce champ et particulièrement d'actions hors les murs.

Ils induisent également un manque de repérage précoce des conduites addictives des jeunes et de leur prise en charge.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	NON

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Jeunes fréquentant le collège Gérard Philippe
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	Cergy
Modalité d'accès	Gratuit, en groupe (à définir avec le collège)
Calendrier de l'action	Cette action sera présentée au collège en septembre 2021 pour une mise en œuvre à programmer sur l'année scolaire 2021/2022

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Développer les savoirs et savoirs-faire des jeunes Cergyssois autour de l'utilisation du numérique
Objectif opérationnel 1	Sensibiliser les jeunes au harcèlement numérique
Objectif opérationnel 2	Permettre aux jeunes d'identifier les acteurs pouvant les aider sur ce thème sur le territoire

I N T E G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	Ce projet met en lien différents partenaires qui œuvrent déjà sur la thématique et qui accompagnent les jeunes au quotidien, qu'ils soient institutionnels ou associatifs (établissements scolaires, associations, centres sociaux).
Lisibilité et visibilité de l'offre	Le temps de sensibilisation prévu dans cette action présentera aux jeunes les acteurs territoriaux qui font de la prévention sur ce thème. Cela leur permettra de mieux les connaître et de les faire connaître auprès d'autres jeunes.
Participation des habitants	Les temps de sensibilisation seront animés avec des outils interactifs qui feront participer les jeunes afin de partir de leurs représentations, leurs savoirs et leurs idées reçues.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs comportementaux
Thème 1	Prévention des addictions
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
La ligue contre le cancer	santé	non	oui	non	non
Conseil des jeunes	santé	non	oui	non	non
La ligue contre le cancer	éducation	non	oui	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	oui
Si oui précisez ?	Les jeunes vont participer activement à cette action
Quel degré ?	Information

DESSCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Recenser, concevoir les outils avec l'appui du CODES95 : escape game, questionnaire, grille d'évaluation, guipe pratique... 2. Intégrer cette action dans le calendrier des permanences au sein du collège Gérard Philippe (à définir avec eux) 3. Lien à créer avec la professeur de SVT sur le thème 4. Evaluation et perspectives
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Humains : 2 à 3 agents</p> <p>Logistiques : identification des espaces au sein de l'établissement/ anticipation des salles CLAS MQ</p> <p>Matériels : bureautique en lien avec la reprographie des outils (papier, reliure et msp)</p> <p>Financiers : reprographie des outils/ documentation, ressources (livres)</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	A définir avec la direction de la communication
Indicateur processus	Temps d'échange avec le collège réalisés / prévus
Indicateur activité 1	Nombre de jeunes ayant participé à l'action
Indicateur résultat 1	Nombre de séances réalisées/prévues
Indicateur résultat 2	Nombre de jeunes déclarant avoir acquis des connaissances sur le harcèlement numérique
Indicateur résultat 2	Nombre de jeunes déclarant mieux connaître les acteurs du territoire pouvant les aider sur ce thème

MISE EN PLACE D' ACTIONS DE SENSIBILISATION-FORMATION AUPRÈS DES PROFESSIONNELS SUR LES CONDUITES ADDICTIVES, LE REPÉRAGE ET L'ORIENTATION DES PUBLICS

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Conduites addictives des jeunes		
Porteurs de l'action	Ville de Cergy Service santé	Coordonnées référents action	Katia LE BOUGEANT katia.lebougeant@cergy.fr 01 34 33 43 23

C O N T E X T E

La population actuelle sur Cergy est particulièrement jeune puisque près de 50% des habitants ont moins de 30 ans. La présence de plusieurs universités sur Cergy explique une part très forte d'étudiants et de population entre 15 et 64 ans. Cette présence massive de jeunes induit des attentes à prendre en considération et un enjeu fort de prévention et d'éducation à la santé.

Dans le diagnostic, les professionnels ont fait ressortir une baisse de moyens pour l'accueil et la prise en charge des jeunes sujets aux addictions, malgré la présence sur le territoire de 2 CSAPA et du dispositif JADE (mis en place par le CSAPA DUNE) qui est un point d'accueil et d'accompagnement des jeunes.

Ces problématiques soulèvent des enjeux de visibilité et de lisibilité des offres existantes par les jeunes mais également par les professionnels accompagnant ces jeunes. Ils traduisent un manque d'action de prévention dans ce champ et particulièrement d'actions hors les murs.

Ils induisent également un manque de repérage précoce des conduites addictives des jeunes et de leur prise en charge.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	OUI

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Professionnels accompagnant les jeunes de Cergy dans leur vie quotidienne (animateurs jeunes, médiateurs, PRE, associations de jeunes, etc)
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	Cergy
Modalité d'accès	Gratuite sur inscription
Calendrier de l'action	A organiser sur le premier semestre 2021

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Développer le repérage précoce des vulnérabilités et des pratiques à risques en matière de conduites addictives, soutien et l'orientation des publics
Objectif opérationnel 1	Développer les savoirs des professionnels sur le repérage des conduites addictives des jeunes
Objectif opérationnel 2	Développer le lien entre les professionnels et les acteurs de la prévention et du soin des conduites addictives des jeunes du territoire

I N T E G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	Ce projet a pour but de développer le travail en réseau entre les acteurs de santé des conduites addictives et les professionnels dont le travail est d'accompagner les jeunes dans leur quotidien.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Une mise en réseau des acteurs de santé et des acteurs sociaux autour des conduites addictives des jeunes permettra de développer la visibilité et le lisibilité de l'offre de prévention et de soin pour les jeunes cergysois.
Participation des habitants	L'action est destinée aux professionnels. La formation étant animée par l'ANPAA, elle pourra s'appuyer sur les besoins et demandes exprimés par les jeunes qu'ils accompagnent dans leur antenne de Cergy.
Politique intégrée	L'action est destinée aux différents professionnels qui travaillent auprès des jeunes, quelque soit leur secteur premier d'activité comme la médiation ou le social. Cela permet de sensibiliser ces acteurs d'autres politiques publiques sur le champ de la santé.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs psychosociaux et environnement social
Thème 1	Prévention des addictions
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes
Thème 3	Médiation en santé et du « Aller vers »

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
La ligue contre le cancer	santé	oui	oui	oui	oui

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	NON
--	-----

DESSCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>1. Evaluation des besoins en formation auprès des bénéficiaires (point jeunesse et médiateurs) : Présentation de la formation et recensement des besoins et demandes exprimés par les professionnels accompagnant les jeunes au quotidien</p> <p>2. Organisation du ou des modules de formation avec l'ANPAA et la DRH</p> <p>3. Mise en place de la formation et travail avec eux sur des actions à mettre en place dans le cadre du repérage des conduites addictives des jeunes à Cergy</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériel : pris en charge par le service</p> <p>Moyens humains :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la ville : la coordinatrice santé organisera les temps de rencontre nécessaire avec les services et directions visées par la formation ainsi qu'avec l'ANPAA afin de mettre en place cette formation/action - pour l'ANPAA : cette structure préparera avec la coordinatrice les temps de formation et accompagnera les professionnels dans la mise en pratique par la réalisation d'actions auprès des jeunes <p>Moyens financiers : coût de la formation pris en charge par le service santé</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi semestriel réalisé par la coordinatrice CLS
Plan de communication	L'action étant destinée aux professionnels, la communication autour de cette action sera faite auprès d'eux.
Indicateur processus	Implication des bénéficiaires dans l'organisation de l'action.
Indicateur activité 1	Nombre de professionnels ayant participé à la formation
Indicateur activité 2	Satisfaction des bénéficiaires
Indicateur résultat 1	% des bénéficiaires déclarant avoir acquis des savoirs sur le repérage des conduites addictives des jeunes
Indicateur résultat 2	% des bénéficiaires déclarant mieux connaître les acteurs de la prévention et du soin des conduites addictives des jeunes du territoire

MISE EN PLACE DE TEMPS DE MÉDIATION DANS LES DIFFÉRENTS QUARTIERS ET ÉTABLISSEMENTS DU SECOND DEGRÉ DE LA VILLE

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique		Conduites addictives des jeunes	
Porteurs de l'action	Ville de Cergy Service médiation sociale et urbaine	Coordonnées référents action	Idrissa COULIBALY idrissa.coulibaly@cergy.fr 01 34 33 47 33

C O N T E X T E

La population actuelle sur Cergy est particulièrement jeune puisque près de 50% des habitants ont moins de 30 ans.

La présence de plusieurs universités sur Cergy explique une part très forte d'étudiants et de population entre 15 et 64 ans. Cette présence massive de jeunes induit des attentes à prendre en considération et un enjeu fort de prévention et d'éducation à la santé.

Dans le diagnostic, les professionnels ont fait ressortir une baisse de moyens pour l'accueil et la prise en charge des jeunes sujets aux addictions, malgré la présence sur le territoire de 2 CSAPA et du dispositif JADE (mis en place par le CSAPA DUNE) qui est un point d'accueil et d'accompagnement des jeunes.

Ces problématiques soulèvent des enjeux de visibilité et de lisibilité des offres existantes par les jeunes mais également par les professionnels accompagnant ces jeunes. Ils traduisent un manque d'action de prévention dans ce champ et particulièrement d'actions hors les murs.

Ils induisent également un manque de repérage précoce des conduites addictives des jeunes et de leur prise en charge.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	NON

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Jeunes cergyssois
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	Cergy
Calendrier de l'action	Temps de médiations à organiser dans les quartiers et dans les établissements scolaires sur l'année scolaire 2021/2022

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Développer le repérage précoce des vulnérabilités et des pratiques à risques en matière de conduites addictives, soutien et orientation des publics
Objectif opérationnel 1	Développer les actions de type « aller vers » en médiation santé auprès des jeunes cergyssois
Objectif opérationnel 2	Transmettre aux jeunes des informations sur les conduites addictives et les acteurs de prévention sur la ville

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	Ces temps de médiation auprès des jeunes s'appuient sur un travail coordonné des différents acteurs sociaux, éducatifs et de santé (BIJ, établissements scolaires, ANPAA, DUNE, etc) afin d'orienter les jeunes ayant besoin d'accompagnement et de sensibilisation sur les conduites addictives. Certains temps de médiation pourront être faits avec eux.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Les temps de médiation auprès des jeunes permettront de leur transmettre de l'information sur l'offre de prévention et de soin des conduites addictives sur Cergy afin de la rendre plus visible et plus lisible.
Participation des habitants	Les temps de médiation étant des temps d'échanges avec les jeunes, les professionnels pourront recenser leurs demandes en terme de conduites addictives afin de trouver des réponses à ces besoins avec le service santé et les acteurs engagés dans ce domaine.
Politique intégrée	L'action va permettre de travailler sur la santé auprès des jeunes de tous les quartiers de Cergy au travers des temps de médiation.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs psychosociaux et environnement social
Thème 1	Prévention des addictions
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes
Thème 3	Médiation en santé et du «Aller vers»

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Service santé de la ville	santé	non	oui	non	non
ANPAA	santé	non	non	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	non
--	-----

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>1. Une formation avec l'ANPAA en amont de la mise en oeuvre de l'action permettra aux professionnels de mieux intégrer le repérage des conduites addictives des jeunes et la sensibilisation sur cette thématique dans leurs temps de médiation dans les quartiers et les établissements scolaires.</p> <p>2. Prise de contact avec les établissements scolaires et les acteurs de prévention des conduites addictives afin de prévoir des temps de médiation dans ces structures</p> <p>3. Mise en place de temps de médiation dans les quartiers et dans les établissements scolaires tout au long de l'année scolaire 2021/2022.</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériel : pris en charge par la ville</p> <p>Moyens humains :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la ville : les médiateurs de la ville, avec le soutien de leur coordinateur et de la coordinatrice santé - pour l'ANPAA : cette structure aidera le service médiation sociale et urbaine dans l'organisation et la mise en oeuvre des temps de médiation par la sensibilisation et le formation des médiateurs en amont de l'action. <p>Moyens financiers : pas de budget dédié à cette action</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à transmettre à la coordinatrice CLS
Plan de communication	Un plan de communication sera réfléchi avec la direction de la communication
Indicateur processus	Implication des partenaires dans l'action
Indicateur activité 1	Nombre de temps de médiation organisés
Indicateur activité 2	Nombre de temps de médiation organisés dans les établissements scolaires
Indicateur résultat 1	Nombre total de temps de médiation organisés sur l'année
Indicateur résultat 2	Nombre de jeunes sensibilisés dans les temps de médiation

MISE EN PLACE D'UN POINT JEUNESSE PRÉVENTION DES ADDICTIONS POUR LES JEUNES CONSOMMATEURS AU SEIN DE L'ANTENNE DE L'ANPAA-95 DE CERGY-PONTOISE

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Conduites addictives des jeunes			
Porteurs de l'action	ANPAA	Coordonnées référents action	Romane CHEVREUX romane.chevreux@addictions-france.org	Rafael AMBREOTTI rafael.ambreotti@addictions-france.org 06.07.41.79.67

CONTEXTE

La population actuelle sur Cergy est particulièrement jeune puisque près de 50% des habitants ont moins de 30 ans. La présence de plusieurs universités sur Cergy explique une part très forte d'étudiants et de population entre 15 et 64 ans. Cette présence massive de jeunes induit des attentes à prendre en considération et un enjeu fort de prévention et d'éducation à la santé.

Dans le diagnostic, les professionnels ont fait ressortir une baisse de moyens pour l'accueil et la prise en charge des jeunes sujets aux addictions, malgré la présence sur le territoire de 2 CSAPA et du dispositif JADE (mis en place par le CSAPA DUNE) qui est un point d'accueil et d'accompagnement des jeunes.

Ces problématiques soulèvent des enjeux de visibilité et de lisibilité des offres existantes par les jeunes mais également par les professionnels accompagnant ces jeunes. Ils traduisent un manque d'action de prévention dans ce champ et particulièrement d'actions hors les murs.

Ils induisent également un manque de repérage précoce des conduites addictives des jeunes et de leur prise en charge.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	OUI

PÉRIMÈTRE DE L'ACTION

Public cible	Les jeunes du département dont les cergyssois
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	Le point jeunesse va s'ouvrir sur l'antenne de l'ANPAA basée à Cergy
Modalités d'accès	Gratuit en accès libre ou sur rendez vous
Calendrier de l'action	À définir selon évolution de la crise sanitaire

OBJECTIFS

Objectif spécifique	Développer l'accessibilité de l'offre de prévention et de prise en charge des addictions chez les jeunes
Objectif opérationnel 1	Adapter l'accueil et l'offre de soin au public jeune au sein des CSAPA
Objectif opérationnel 2	Permettre aux jeunes de la ville d'avoir un point d'écoute spécifique par rapport aux addictions

INTÉGRATION DES AXES TRANSVERSAUX

Coordination / Travail en réseau	L'action va permettre de mettre en réseau tous les acteurs jeunes du territoire afin d'accompagner l'ouverture de cet accueil.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Le travail partenarial, les actions hors les murs prévues en lien avec cette action et le plan de communication permettront de donner de la visibilité à cette nouvelle offre de prévention des conduites addictives des jeunes et rendra plus lisible l'offre globale sur ce thème auprès de la population cergyssoise.
Participation des habitants	Ce lieu d'accueil permettra aux usagers de pouvoir exprimer leurs besoins et demandes en santé sur les conduites addictives et de trouver de l'information sur les acteurs de santé du territoire.
Politique intégrée	Ce nouvel accueil permet d'implanter une nouvelle offre de santé dans un quartier de la ville et donc dans l'espace urbain de Cergy.

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Ville service santé	Santé	non	oui	oui	non
Ville direction jeunesse	Autre	non	oui	non	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	non
--	-----

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en place au sein du CSAPA de Cergy d'un temps dédié a l'accueil d'un public jeune 2. Organisation en équipe du CSAPA des modalités du point écoute jeunes sur le centre. 3. Relai de la création de cet espace en lien avec la ville de Cergy 4. Approche et communication auprès des jeunes, notamment a travers la fiche action «aller vers»
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistique et matériel : existant sur le centre</p> <p>Moyens humains : 1 professionnel du CSAPA disponible a l'accueil des jeunes une fois par mois (en roulement)</p> <p>Moyens financiers : action financée par la MILDECA</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	Réseaux sociaux, affiches, flyer, communication partenaires
Indicateur processus	Implication des partenaires dans la diffusion de la communication sur l'ouverture du point écoute jeunes
Indicateur activité 1	Nombre de jeunes se présentant sur le point information jeunesse
Indicateur activité 2	Nombre de jeunes s'inscrivant dans un parcours de soin
Indicateur résultat 1	Nombre de jeunes suivis dans le cadre de ce point écoute jeunes
Indicateur résultat 2	% des jeunes déclarant être satisfait de l'existence de ce point écoute jeunes sur Cergy

MISE EN PLACE DE PERMANENCES DE SENSIBILISATIONS ET DE REPÉRAGE DANS LES LYCÉES ET LES MAISONS DE QUARTIER

Phase de conception	<input checked="" type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>

Axe Stratégique		Conduites addictives des jeunes		
Porteurs de l'action	ANPAA	Coordonnées référents action	Romane CHEVREUX romane.chevreux@addictions-france.org 01 30 30 50 96	Rafael AMBREOTTI rafael.ambreotti@addictions-france.org 06.07.41.79.67

CONTEXTE

La population actuelle sur Cergy est particulièrement jeune puisque près de 50% des habitants ont moins de 30 ans. La présence de plusieurs universités sur Cergy explique une part très forte d'étudiants et de population entre 15 et 64 ans. Cette présence massive de jeunes induit des attentes à prendre en considération et un enjeu fort de prévention et d'éducation à la santé.

Dans le diagnostic, les professionnels ont fait ressortir une baisse de moyens pour l'accueil et la prise en charge des jeunes sujets aux addictions, malgré la présence sur le territoire de 2 CSAPA et du dispositif JADE (mis en place par le CSAPA DUNE) qui est un point d'accueil et d'accompagnement des jeunes.

Ces problématiques soulèvent des enjeux de visibilité et de lisibilité des offres existantes par les jeunes mais également par les professionnels accompagnant ces jeunes. Ils traduisent un manque d'action de prévention dans ce champ et particulièrement d'actions hors les murs. Ils induisent également un manque de repérage précoce des conduites addictives des jeunes et de leur prise en charge.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	OUI

PÉRIMÈTRE DE L'ACTION

Public cible	Les jeunes fréquentant les établissements scolaires du second degré, les maisons de quartier et leurs parents
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	Cergy
Modalités d'accès	Gratuit sur ou sans inscription (en fonction de l'action)
Calendrier de l'action	Calendrier des actions à définir sur l'année scolaire 2021/2022 (selon évolution de la crise sanitaire)

OBJECTIFS

Objectif spécifique	Développer l'accessibilité de l'offre de prévention et de prise en charge des addictions chez les jeunes
Objectif opérationnel 1	Développer « l'aller vers » en mobilisant les équipes dans les maisons de quartier et établissements scolaires
Objectif opérationnel 2	Développer les compétences psychosociales et les savoirs des jeunes et de leurs parents autour des addictions

INTÉGRATION DES AXES TRANSVERSAUX

Coordination / Travail en réseau	L'action va permettre de mettre en réseau tous les acteurs jeunes du territoire et les établissements scolaires du second degré.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Le travail partenarial et ces actions hors les murs permettront de donner de la visibilité à cette nouvelle offre de prévention des conduites addictives des jeunes et rendra plus lisible l'offre globale dont l'ouverture du point jeunesse prévention au sein de l'antenne cergysoise de l'ANPAA.
Participation des habitants	Les jeunes bénéficieront par cette action d'un apport de connaissances sur les conduites addictives et sur les actions de l'ANPAA. Ils participeront à l'action grâce à l'utilisation d'outils pédagogiques interactifs.
Politique intégrée	Ces interventions dans les établissements scolaires permettent d'intégrer la prévention santé dans le champ de l'éducation.

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Ville service santé	Santé	non	oui	oui	non
Ville direction jeunesse	Autre	non	oui	oui	non
Etablissements scolaires du second degré	Education	non	oui	non	non
Maisons de quartier	Autre	non	oui	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	non
--	-----

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<ol style="list-style-type: none"> Mise en relation des professionnels de l'ANPAA avec la direction jeunesse de la ville (référénts jeunesse + bureau information jeunesse), avec les lycées et les maisons de quartier (référénts famille) Réalisation d'un rétroplanning de l'action en maisons de quartier et lycées Mise en place des ateliers : <ul style="list-style-type: none"> - 2 stands de prévention et sensibilisation/information pour les jeunes fréquentant le bureau information jeunesse afin de faire connaître et d'aborder les missions du Point Information Jeunesse (voir fiche action « Mise en place d'un point jeunesse prévention des addictions pour les jeunes consommateurs au sein de l'antenne de l'ANPAA-95 de Cergy-Pontoise ») - 2 stands de prévention et sensibilisation/information pour les jeunes au sein des lycées Galilée et Jules Verne (1 stand/établissement) avec les référénts jeunesse afin de faire connaître et d'aborder les missions du Point Information Jeunesse (voir fiche action « Mise en place d'un point jeunesse prévention des addictions pour les jeunes consommateurs au sein de l'antenne de l'ANPAA-95 de Cergy-Pontoise ») - 4 ateliers de prévention et sensibilisation/information autour des addictions pour les jeunes (du dispositif d'accompagnement à la scolarité) dans les maisons de quartiers - 4 ateliers « Addict'O'café » (1 par maison de quartier) de 1h/1h30 pour les parents autour des addictions des jeunes (information sur les addictions, comment l'aborder avec leurs enfants, etc) Evaluation et perspectives
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériels : moyens logistiques mis à disposition par la structure accueillante</p> <p>Matériels fournis par l'ANPAA (communication, outils d'intervention) et de la structure accueillante (petit matériel)</p> <p>Moyens humains : 2 professionnels de l'ANPAA</p> <p>Moyens financiers : ces actions sont financées dans le cadre d'un appel à projet MIDELCA</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	Réseaux sociaux, affiches, flyer
Indicateur processus	Nombre de partenaires impliqués dans l'action / identifiés
Indicateur activité 1	Nombre de séances réalisées / prévues
Indicateur activité 2	Nombre de participants présents / inscrits ou prévus
Indicateur résultat 1	Nombre d'actions hors les murs réalisées / prévues
Indicateur résultat 2	% des bénéficiaires déclarant avoir acquis des compétences psychosociales et des savoirs autour des addictions

PERMANENCES DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION SUR LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE DES JEUNES EN LYCÉE

Phase de conception	<input type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input checked="" type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Santé sexuelle des jeunes		
Porteurs de l'action	Ville de Cergy Direction jeunesse	Coordonnées référents action	Cyrielle CHEVALIER 01 34 33 43 45 cyrielle.chevalier@cergy.fr

C O N T E X T E

Les professionnels de santé ont fait ressortir dans le diagnostic des potentielles problématiques autour des pratiques sexuelles à risques et des difficultés à faire exister des actions de prévention face à l'hostilité dans certains quartiers. La vie affective et sexuelle porte sur un champ très large dans lequel on retrouve les IST, la contraception mais aussi les rapports fille/garçon. Si les établissements scolaires soulèvent régulièrement des incivilités entre les deux sexes ou liées à l'homophobie, le sujet est pourtant très difficile à aborder avec les jeunes cergyssois. C'est pourquoi les actions de prévention sont primordiales sur ce sujet et doivent être abordées sous différentes formes pour pouvoir désamorcer les idées reçues, partir des représentations des jeunes et travailler sur une santé sexuelle positive. La coordination avec l'ensemble des acteurs communiquant sur ce thème est importante également.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	NON

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible	Les jeunes des 3 lycées de Cergy
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	La permanence thématique santé sexuelle se fait dans chacun des 3 lycées de Cergy
Modalités d'accès	L'accès est complètement gratuit à l'ensemble des lycéens présents, cergyssois ou non
Calendrier de l'action	Les permanences sont à programmer sur l'année scolaire 2020-2021

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Développer les savoirs des jeunes cergyssois sur la contraception et la prévention des risques infectieux
Objectif opérationnel 1	Faire évoluer les représentations des jeunes sur la thématique
Objectif opérationnel 2	Permettre aux jeunes d'identifier les acteurs de la santé sexuelle du territoire

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	Cette action est en lien avec d'autres actions sur le même thème sur le même public cible afin de travailler sur plusieurs aspects de la santé sexuelle sous différentes formes. Cette action est travaillée avec les 3 lycées afin de coordonner cette action avec d'autres au sein de l'établissement scolaire.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Cette action étant organisée dans les lycées, la communication est travaillée avec eux. L'offre d'accompagnement de la santé sexuelle des jeunes sur Cergy sera présentée aux jeunes pour optimiser sa lisibilité auprès des jeunes.
Participation des habitants	L'action partant des représentations des jeunes, les jeunes pourront participer activement à l'action. De plus, certains outils utilisés peuvent avoir été réalisés par d'autres jeunes.
Politique intégrée	L'action intègre la santé dans le champ de l'éducation nationale car les permanences sont réalisées au sein des établissements scolaires. Si une action en aval peut être organisée avec une classe, une intégration de l'intervention dans leur programme scolaire pourra être réfléchie avec le professeur. L'action s'intègre au parcours éducatif de santé (circulaire n° 2016-008 du 28 janvier 2016).

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs comportementaux
Thème 1	Santé sexuelle et vie affective
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?	
4.3 Développer le pouvoir d'agir des habitants par l'information de proximité	
4.1 Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif	

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Infirmière scolaire	Education	non	oui	non	non
CODES 95	santé	oui	oui	non	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	non
--	-----

DESRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>1. Recenser et choisir les outils d'intervention pour les permanences avec le CODES 95</p> <p>2. Intégrer l'intervention dans la programmation des permanences avec les lycées et voir si une action complémentaire en aval auprès d'un groupe de lycéens sur le même thème peut être mis en place dans l'établissement.</p> <p>3. Mise en oeuvre de l'intervention : Cette permanence permettra, grâce à des supports visuels « d'attirer » les lycéens et d'engager avec eux des échanges sur cette vaste thématique souvent jugée comme tabou. Les élèves retrouveront sur le stand de la documentation adaptée aux jeunes (notamment sur les différentes structures ressources du territoire sur la thématique) ainsi qu'un jeu quizz permettant un apport de connaissances et de lutter contre les idées reçues les plus répandues, le tout de manière ludique. Aussi, il sera proposé à chaque lycée la possibilité d'intervenir sous forme d'atelier (théâtre forum par exemple) auprès d'un ou plusieurs groupes constitués si le personnel encadrant ou enseignant en repère le besoin (cf étape 2).</p> <p>4. Evaluation et perspectives de l'action : En fonction du bilan de l'action, celle-ci pourra être reconduite auprès des lycées sur l'année scolaire 2021/2022, sous le même format ou non. Des permanences dans les collèges sur le même thème seront à étudier.</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lieu choisi au sein du lycée - Matériel prêté par le lycée et outils d'intervention fournis par la ville <p>Moyens humains : 2 à 3 agents ville pour animer le stand</p> <p>Moyens financiers : dépense reprographie pour les outils d'intervention (prise en charge par la ville)</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	Communication faite par le biais des établissements scolaires
Indicateur processus	Moyens prévus/utilisés
Indicateur activité 1	Nombre de permanences faites/3 prévues
Indicateur activité 2	Nombre de jeunes touchés par permanence / 15 jeunes prévus
Indicateur résultat 1	% des jeunes déclarant avoir acquis des connaissances grâce à la permanence
Indicateur résultat 2	Nombre de jeunes qui ont su identifier des acteurs de la santé sexuelle du territoire

EXPOSITION ET MUR D'EXPRESSION SUR LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE

Phase de conception	<input type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input checked="" type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Santé sexuelle des jeunes		
Porteurs de l'action	Ville de Cergy Direction jeunesse	Coordonnées référents action	Cyrielle CHEVALIER 01 34 33 43 45 cyrielle.chevalier@cergy.fr

C O N T E X T E

Les professionnels de santé ont fait ressortir dans le diagnostic des potentielles problématiques autour des pratiques sexuelles à risques et des difficultés à faire exister des actions de prévention face à l'hostilité dans certains quartiers.

La vie affective et sexuelle porte sur un champ très large dans lequel on retrouve les IST, la contraception mais aussi les rapports fille/garçon. Si les établissements scolaires soulèvent régulièrement des incivilités entre les deux sexes ou liées à l'homophobie, le sujet est pourtant très difficile à aborder avec les jeunes cergyssois.

C'est pourquoi les actions de prévention sont primordiales sur ce sujet et doivent être abordées sous différentes formes pour pouvoir désamorcer les idées reçues, partir des représentations des jeunes et travailler sur une santé sexuelle positive. La coordination avec l'ensemble des acteurs communiquant sur ce thème est importante également.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	NON

P É R I M È T R E D E L ' A C T I O N

Public cible	Les jeunes accueillis par le bureau information jeunesse (BIJ) et tout public passant à l'hôtel de ville
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	BIJ et rue intérieur de l'hôtel de ville
Modalités d'accès	L'accès est complètement gratuit à l'ensemble des jeunes fréquentant le BIJ et au public venant à l'hôtel de ville
Calendrier de l'action	Prévue initialement en novembre 2020, à reprogrammer en 2021

O B J E C T I F S

Objectif spécifique	Développer les savoirs des jeunes cergyssois sur la contraception et la prévention des risques infectieux en partant de leurs représentations
Objectif opérationnel 1	Déconstruire les idées reçues sur le thème
Objectif opérationnel 2	Permettre aux jeunes de s'exprimer autour de la thématique

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau	Cette action est en lien avec d'autres actions sur le même thème sur le même public cible afin de travailler sur plusieurs aspects de la santé sexuelle sous différentes formes.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Un plan de communication est prévu avec le service communication (site de la ville, réseaux sociaux) afin de mettre en avant l'action auprès du grand public. L'action est relayée auprès des partenaires accompagnant le public cible (établissements scolaires, maisons de quartier, associations, etc)
Participation des habitants	Le mur d'expression permet aux bénéficiaires de s'exprimer autour de la santé sexuelle.
Politique intégrée	L'action permet d'intégrer le champ de la santé dans une structure d'information jeunesse.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs comportementaux
Thème 1	Santé sexuelle et vie affective
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?	
4.3 Développer le pouvoir d'agir des habitants par l'information de proximité	
4.1 Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif	

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
CRIPS	santé	oui	oui	non	non
Service santé, prévention, handicap et lien intergénérationnel	santé	oui	oui	non	oui

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?		oui
Si oui précisez ?	Les jeunes pourront s'exprimer sur le thème grâce au mur d'expression. Ces éléments seront ensuite valorisés auprès d'autres jeunes sous une forme à travailler en fonction des données récoltées.	
Quel degré ?	Implication	

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>1/ Reflexion autour du projet santé sexuelle global et de l'orientation à donner à l'exposition</p> <p>2/ Contact avec le CRIPS et choix des affiches</p> <p>3/ Préparation de l'exposition (affiches, quizz, jeu, réservation du matériel etc.)</p> <p>4/ Mise en œuvre (repoussée cause COVID) l'exposition est composée de plusieurs parties : affiches empruntées au CRIPS qui suscitent la curiosité, attirent l'œil et informent / jeu sur les idées reçues « Vrai / faux » avec réponses / Quizz plus global / Espace de documentation mis en lumière / Mur d'expression incitant le public à s'exprimer de manière anonyme lui permettant ainsi de prendre part à l'exposition, d'y participer. L'exposition est accessible en autonomie mais peut également être accompagnée par un professionnel du BIJ.</p> <p>5/ Bilan et perspectives : Les idées exprimées sur le mur d'expression pourront servir pour d'autres interventions auprès des jeunes sur le même thème. Cette exposition, en fonction de son évaluation pourra être de nouveau proposée dans le même lieu ou sur un autre temps ou manifestation.</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p><u>Moyens logistiques et matériel</u> : sollicitation du service manifestation pour prêt de grille d'exposition, tables / petit matériel nécessaire (corde, pâte à fixer, ciseaux, colle, papier etc)</p> <p><u>Moyens humains</u> : Les deux informatrices jeunesse pour l'invitation du public à prendre part à l'exposition / agents du service jeunesse pour informer le public de l'existence de l'exposition tout au long de celle-ci.</p> <p><u>Moyens financiers</u> : Aucun. (Matériel déjà disponible / affiches en prêt)</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	Plan de communication prévu avec la direction de la communication
Indicateur processus	Moyens prévus/utilisés
Indicateur activité 1	Nombre de jeunes ayant visité l'exposition / jeunes prévus
Indicateur résultat 1	% des jeunes ayant donné une mauvaise réponse aux questions du jeu « idées reçues »
Indicateur résultat 2	Nombre de jeunes ayant participé au mur d'expression / jeunes prévus

SOIRÉE FILLES - « FAISONS LE POINT SUR LA CONTRACEPTION ET LES MENSTRUATIONS »

Phase de conception



Phase de mise en œuvre



Axe Stratégique

Santé sexuelle des jeunes

Porteurs de l'action

Ville de Cergy
Direction
jeunesseCoordonnées
référents
actionCyrielle CHEVALIER
01 34 33 43 45
cyrielle.chevalier@cergy.fr

C O N T E X T E

Les professionnels de santé ont fait ressortir dans le diagnostic des potentielles problématiques autour des pratiques sexuelles à risques et des difficultés à faire exister des actions de prévention face à l'hostilité dans certains quartiers. La vie affective et sexuelle porte sur un champ très large dans lequel on retrouve les IST, la contraception mais aussi les rapports fille/garçon. Si les établissements scolaires soulèvent régulièrement des incivilités entre les deux sexes ou liées à l'homophobie, le sujet est pourtant très difficile à aborder avec les jeunes cergyssois. C'est pourquoi les actions de prévention sont primordiales sur ce sujet et doivent être abordées sous différentes formes pour pouvoir désamorcer les idées reçues, partir des représentations des jeunes et travailler sur une santé sexuelle positive. La coordination avec l'ensemble des acteurs communiquant sur ce thème est importante également.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?

OUI

Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?

NON

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible

Les jeunes filles accueillies au bureau information jeunesse (BIJ)

Lieu de l'action / Territoire d'intervention

BIJ

Modalités d'accès

L'accès est gratuit et sur inscription

Calendrier de l'action

Prévue initialement en novembre 2020, à reprogrammer en 2021

O B J E C T I F S

Objectif spécifique

Développer le pouvoir d'agir des jeunes cergyssois en travaillant autour de leur santé sexuelle

Objectif opérationnel 1

Apporter aux participantes des connaissances sur la période de menstruations et sur les protections périodiques

Objectif opérationnel 2

Permettre aux participantes de mieux appréhender les douleurs et la fatigue liées à la période de menstruation

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau

Cette action est en lien avec d'autres actions sur le même thème sur le même public cible afin de travailler sur plusieurs aspects de la santé sexuelle et sous différentes formes.

Lisibilité et visibilité de l'offre

Cette action, organisée par le bureau information jeunesse permet aux jeunes qui vont avoir l'information de repérer cette structure comme ressources au niveau santé dont la santé sexuelle. Cette action permettra une meilleure lisibilité de l'offre de prévention autour de ce thème et de rencontrer les interlocuteurs directement au travers l'animation de cette action. Une communication sur le site de la ville et ses réseaux sociaux permettra de mettre en avant l'action auprès du grand public et particulièrement des jeunes (compte Instagram @JeunesÀCergy dédié aux jeunes cergyssois). L'action sera également relayée auprès des partenaires accompagnant le public cible (établissements scolaires, maisons de quartier, associations, etc).

Participation des habitants

Lors de ces premiers temps nous ferons participer le public via des questionnaires et des échanges à la programmation de futures soirées filles (quels thèmes cibler etc).

Politique intégrée

L'action permet d'intégrer le champ de la santé dans une structure d'information jeunesse.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs comportementaux
Thème 1	Santé sexuelle et vie affective
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?	
4.3 Développer le pouvoir d'agir des habitants par l'information de proximité	
4.1 Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif	

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Service santé, prévention, handicap et lien intergénérationnel	santé	oui	non	non	oui
Sarah Ghesli (intervenante bien-être)	santé	oui	oui	oui	non
Associations jeunesse du territoire	Social	non	non	oui (mobilisation public)	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?		oui
Si oui précisez ?	Une information sera faite auprès des jeunes au travers d'une communication dédiée.	
Quel degré ?	Information	

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>1/choix de la thématique traitée lors de ces premières soirées filles : Nous avons décidé dans un premier temps d'axer ces soirées filles sur la connaissance du corps et la période de menstruations. En effet nous faisons le choix de commencer par apporter des connaissances sur le corps et son fonctionnement de manière à ce que les jeunes femmes puissent se connaître mieux. Une bonne connaissance de soi favorise le pouvoir d'agir dans sa sexualité.</p> <p>2/ sollicitation de l'intervenante bien-être spécialiste du cycle féminin</p> <p>3/ organisation des différents temps de la soirée avec la prestataire en fonction des objectifs fixés</p> <p>4/ organisation matérielle</p> <p>5/ mise en œuvre (repoussée) La soirée se découpera en plusieurs temps distincts : la partie théorique sur le corps féminin et la période des menstruations. Un temps de repas convivial qui favorise les échanges et de ce fait l'émergence de questionnements plus larges. Puis, un temps de « pratique » comprenant de la médiation et de l'automassage. Enfin la soirée se terminera par un « bilan à chaud ».</p> <p>6/ bilan et pérennisation de l'action. Nous aimerions proposer d'autres temps « entre filles » en développant d'avantage l'aspect sexualité, ou du moins les questions liées à la contraception. Les sujets qui seront abordés découleront en majeure partie des échanges qui auront lieu à la suite des premières soirées.</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réservation d'un retroprojecteur pour l'apport théorique de la soirée - Réservation de tapis de sol pour la méditation / tables et chaises supplémentaires <p>Moyens humains : La prestataire / une informatrice jeunesse / référente du service santé, prévention, handicap et lien intergénérationnel.</p> <p>Moyens financiers : prestation : 350 € par soirée (x 2) + 50 € par soirée de bon alimentaire (x 2)</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	Plan de communication prévu avec la direction de la communication
Indicateur processus	Moyens prévus/utilisés
Indicateur activité 1	Nombre de jeunes participant à chaque soirée / 10 jeunes prévues
Indicateur activité 2	% des jeunes ayant apprécié la soirée fille
Indicateur résultat 1	% de participantes déclarant avoir acquis des connaissances sur la période de menstruations et sur les protections périodiques
Indicateur résultat 2	% de participantes déclarant pouvoir mieux appréhender les douleurs et la fatigue liées à la période de menstruation

MISE EN PLACE D' ACTIONS POUR DÉVELOPPER LES LIENS ENTRE PARENTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET LES LIEUX DE VIE

Phase de conception

Phase de mise en œuvre



Axe Stratégique

Santé des enfants et parentalité

Porteurs de l'action

Ville de Cergy
Association IR-APECoordonnées
référents
actionKatia LE BOUGEANT
katia.lebougeant@cergy.fr
01 34 33 43 23Amandine MAMELIN
irapecontact@gmail.com
06 30 83 80 49

C O N T E X T E

Le diagnostic de santé de Cergy s'inscrit dans un contexte social avec des structures familiales en évolution. De plus en plus de familles monoparentales se constituent avec des situations sociales précaires et fragiles. Ces changements de structuration familiale ont des impacts sur le modèle parental et la définition même de la parentalité. C'est ce qu'ont fait ressortir les professionnels de santé en mettant en avant un désengagement des parents qui tendraient à s'appuyer de plus en plus sur les professionnels.

Cette fragilité familiale a des impacts sur la santé et le comportement de santé des enfants et donc des futurs adultes. L'éducation à la santé et le développement d'un environnement positif à leur santé sont des enjeux à travailler.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?

OUI

Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?

OUI

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible

Parents cergyssois

Lieu de l'action / Territoire d'intervention

Cergy

Modalités d'accès

L'accès est gratuit et sur inscription

Calendrier de l'action (début, fin, étapes)

Des conférences sur différentes thématiques de prévention autour de la parentalité et la santé sont programmées en 2021 dans différentes maisons de quartier :

- samedi 23/01 : VDM, sur la charge mentale parents et enfants
- samedi 13/03 : VDM, sur la nutrition et le sommeil des 0-3 ans
- samedi 22/05 : sur la communication entre parents et ados (lieu à définir sur Cergy)
- samedi 12/06 : bilan des conférences avec les parents (lieu à définir sur Cergy) et des actions sont à construire avec les établissements scolaires.

O B J E C T I F S

Objectif spécifique

Renforcer le soutien et l'accompagnement des familles sur la parentalité

Objectif opérationnel 1

Développer les savoirs des parents sur différents thèmes de prévention santé

Objectif opérationnel 2

Sensibiliser les parents sur les moyens d'accompagner leurs enfants vers des comportements favorables à leur santé

INTÉGRATION DES AXES TRANSVERSAUX

Coordination / Travail en réseau	Cette action tournée autour de la parentalité et la santé fait appel à différents partenaires en fonction des thématiques abordées. Le travail en transversalité avec différents acteurs de la santé mais également du social et médico-social pourra développer la coordination autour de ces thèmes.
Lisibilité et visibilité de l'offre	L'action a pour but d'apporter des connaissances aux parents sur différents thèmes de prévention santé mais également sur les acteurs ressources du territoire sur ces thèmes. Cette action leur permettra de mieux comprendre comment s'organise l'offre de prévention et de soin sur la ville et en faciliter l'accès.
Participation des habitants	L'action étant organisée autour de temps d'échanges, les parents pourront exprimer leurs besoins et demandes sur la parentalité, leur santé et la santé de leurs enfants. Ainsi, l'action pourra répondre directement à leurs préoccupations en partant de leurs représentations.
Politique intégrée	Ce projet permet de mettre en lien direct parentalité et santé.

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Maisons de quartier	autre	oui	oui	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	oui
Si oui précisez ?	Les parents sont informés de l'action via le livret de communication et inviter à poursuivre les échanges avec leurs enfants.

DESRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>1. Programmation des actions avec les différents partenaires sur l'année 2021, puis 2022 : des rencontres seront à organiser avec certains établissements scolaires afin de les impliquer dans la démarche et leur permettre d'organiser des temps d'accueil parents au sein de leurs structures. D'autres acteurs de la santé et de la parentalité pourront être intégrés au projet en fonction des besoins et des échanges. Au niveau des maisons de quartier, les actions «Thé parents» portées par IR APE sont déjà programmées sur l'année scolaire 2020/2021.</p> <p>2. Mise en œuvre de l'action avec suivi et évaluation : le suivi et l'évaluation de ces temps d'échange pourront permettre une évolution de l'action afin qu'elle réponde aux mieux aux besoins des parents.</p> <p>3. Pérennisation de cette action sur les prochaines années : En fonction de l'étape 2, l'action sera pérennisée et s'adaptera aux besoins et demandes recensés sur le territoire.</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériel : fournis par la ville, les établissements scolaires et les prestataires animant les actions</p> <p>Moyens humains : les moyens humains utiles au bon déroulement des temps d'échange seront assurés par les différents partenaires (associations, prestataires, ville).</p> <p>Moyens financiers : Les prestations liées à l'animation des actions seront prises en charge par l'association IR-APE (sous réserve d'avoir obtenu, préalablement, une subvention spécifiquement dédiée) et la ville.</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par les référents de l'action
Plan de communication	A travailler avec la direction de la communication et les partenaires
Indicateur processus	Implication des partenaires dans le projet
Indicateur activité 1	Nombre d'action réalisées / prévues
Indicateur activité 2	Nombre de parents touchés / prévus
Indicateur résultat 1	% des parents déclarant avoir développé des savoirs sur les thèmes de prévention santé abordés
Indicateur résultat 2	% des parents déclarant mieux connaître les moyens d'accompagner leurs enfants vers des comportements favorables à leur santé

MISE EN PLACE D' ACTIONS DE SENSIBILISATION- INFORMATION AUPRÈS DES FAMILLES CONFRONTÉES AUX CONDUITES À RISQUE LIÉES AUX NTIC DE LEURS ENFANTS

Phase de
conceptionPhase de
mise en œuvre

Axe Stratégique

Santé des enfants et parentalité

Porteurs
de l'actionVille de Cergy
Service santé
et Groupe
numériqueCoordonnées
référents
actionKatia LE BOUGEANT
katia.lebougeant@cergy.fr
01 34 33 43 23Mehdi DJEBBARI
mehdi.djebbari@cergy.fr
01 34 33 47 45

C O N T E X T E

Le diagnostic de santé de Cergy s'inscrit dans un contexte social avec des structures familiales en évolution. De plus en plus de familles monoparentales se constituent avec des situations sociales précaires et fragiles. Ces changements de structuration familiale ont des impacts sur le modèle parental et la définition même de la parentalité. C'est ce qu'ont fait ressortir les professionnels de santé en mettant en avant un désengagement des parents qui tendraient à s'appuyer de plus en plus sur les professionnels.

Cette fragilité familiale a des impacts sur la santé et le comportement de santé des enfants et donc des futurs adultes. L'éducation à la santé et le développement d'un environnement positif à leur santé sont des enjeux à travailler.

La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?

OUI

Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?

OUI

P É R I M È T R E D E L' A C T I O N

Public cible

Parents cergyssois

Lieu de l'action / Territoire d'intervention

Cergy

Modalités d'accès

L'accès est gratuit et sur inscription

Calendrier de l'action

2 conférences étaient programmées en novembre 2020, à reprogrammer en 2021 avec d'autres actions

O B J E C T I F S

Objectif spécifique

Développer le pouvoir d'agir des familles confrontées aux conduites addictives de leurs enfants

Objectif opérationnel 1

Développer leurs savoirs sur les outils numériques utilisés par leurs enfants

Objectif opérationnel 2

Sensibiliser les parents sur les moyens d'accompagner leurs enfants vers une utilisation positive du numérique

I N T É G R A T I O N D E S A X E S T R A N S V E R S A U X

Coordination / Travail en réseau

Ce projet tourné autour du numérique fait appel à toutes les directions et service de la ville qui proposent une offre numérique pour les jeunes, afin que l'action soit en lien avec les autres actions sur le même thème et que l'offre proposée aux jeunes soit cohérente avec les messages de prévention portées dans les actions auprès des parents.

Lisibilité et visibilité de l'offre

Ce projet étant porté par beaucoup d'acteurs du numérique, l'offre globale est mieux connue de chacun des professionnels et donc également par les jeunes bénéficiaires de ces offres. La prévention autour du numérique sera plus lisible par la population et donc également par les parents.

Participation des habitants

Les parents participent activement aux actions du projet afin de partir de leurs besoins, leurs représentations et qu'ils deviennent ensuite acteur de prévention auprès de leurs enfants.

Politique intégrée

Ce projet permet d'introduire un volet santé à l'offre numérique proposée par la ville.

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Labo numérique - Visages du Monde	autre	oui	oui	non	oui
Direction jeunesse	autre	oui	oui	oui	non
Service des médiathèques	autre	oui	oui	non	non
Maisons de quartier	autre	oui	oui	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	oui
Si oui précisez ?	Les parents sont informés de l'action via le livret de communication et invités à poursuivre les échanges avec leurs enfants.

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>1. Programmation des actions au sein du groupe numérique pour une mise en place sur l'année 2021, puis 2022 : d'autres acteurs ne faisant pas partie de ce groupe pourront être invités afin de travailler sur ce projet et d'avoir une vision plus globale et transversale du projet.</p> <p>2. Mise en oeuvre des actions avec suivi et évaluation par le groupe numérique : le suivi et l'évaluation de ces actions tout au long du projet pourront permettre une évolution du projet afin qu'il réponde aux mieux aux besoins des parents et qu'il s'inclue dans une offre numérique positive proposée aux jeunes (voir les autres actions sur ce thème portées dans le CLS)</p> <p>3. Pérennisation de ce projet sur les prochaines années : En fonction de l'étape 2, le projet sera pérennisé et s'adaptera aux besoins et demandes recensés sur le territoire sur ce thème.</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériel : fournis par la ville et les prestataires animant les actions</p> <p>Moyens humains : en fonction des besoins des actions, 1 à 3 agents de la ville</p> <p>Moyens financiers : Les prestations liées à l'animation des actions seront prises en charge par la ville</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action
Plan de communication	A travailler avec la direction de la communication (Passerelle, journal de la ville, site de la ville, réseaux sociaux)
Indicateur processus	Implication des partenaires dans le projet
Indicateur activité 1	Nombre d'action réalisées / prévues
Indicateur activité 2	Nombre de parents touchés / prévus
Indicateur résultat 1	% des parents déclarant avoir développé leurs savoirs sur les outils numériques utilisés par leurs enfants
Indicateur résultat 2	% des parents déclarant mieux connaître les moyens d'accompagner leurs enfants vers une utilisation positive du numérique

MISE EN PLACE D' ACTIONS AUTOUR DES COMPÉTENCES PSYCHOSOCIALES (CPS) AUPRÈS DES ENFANTS EN MILIEU SCOLAIRE

Phase de conception	<input type="checkbox"/>
Phase de mise en œuvre	<input checked="" type="checkbox"/>

Axe Stratégique	Santé des enfants et parentalité			
Porteurs de l'action	CODES 95	Coordonnées référents action	Nancy DRU nancy.dru@valdoise.fr 06 18 39 34 54	Agathe PITREY agathe.pitrey.codes@valdoise.fr

CONTEXTE

Le diagnostic de santé de Cergy s'inscrit dans un contexte social avec des structures familiales en évolution. De plus en plus de familles monoparentales se constituent avec des situations sociales précaires et fragiles. Ces changements de structuration familiale ont des impacts sur le modèle parental et la définition même de la parentalité. C'est ce qu'ont fait ressortir les professionnels de santé en mettant en avant un désengagement des parents qui tendraient à s'appuyer de plus en plus sur les professionnels.

Cette fragilité familiale a des impacts sur la santé et le comportement de santé des enfants et donc des futurs adultes. L'éducation à la santé et le développement d'un environnement positif à leur santé sont des enjeux à travailler

Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?

OUI

PÉRIMÈTRE DE L'ACTION

Public cible	Enfants de l'école maternelle L'Escapade
Lieu de l'action / Territoire d'intervention	Cergy
Modalités d'accès	L'accès est gratuit et sur inscription
Calendrier de l'action	Programmée sur le premier semestre 2021

OBJECTIFS

Objectif spécifique	Développer les compétences psychosociales des enfants
Objectif opérationnel 1	Développer l'expression et les échanges oraux des enfants à travers des mises en situation et des jeux de coopération
Objectif opérationnel 2	Favoriser l'identification des émotions (sur soi et d'autrui) et leur gestion par les enfants

INTÉGRATION DES AXES TRANSVERSAUX

Coordination / Travail en réseau	L'action permet le travail en réseau de plusieurs acteurs : la ville, l'éducation nationale et le codes 95.
Lisibilité et visibilité de l'offre	Un outil de communication et d'information sur l'action (contexte, intervenant, démarche pédagogique et contenu) sera distribué aux parents afin de leur faire connaître l'offre de prévention existante sur le territoire et déployée auprès de leurs enfants.
Participation des habitants	Un outil de communication et d'information sur l'action (contexte, intervenant, démarche pédagogique et contenu) sera distribué aux parents afin de les impliquer dans l'action et qu'ils puissent à leur tour échanger sur la thématique avec leurs enfants.
Politique intégrée	L'action permet d'intégrer la thématique santé dans le champ de l'éducation en lien avec le parcours éducatif de santé.

CHAMP DE L'ACTION

Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)
Thème 1	Santé de l'enfant
Thème 2	Développer les compétences psychosociales des enfants
Articulation avec d'autres plans locaux	En lien avec CLSM

IMPLICATION DES PARTENAIRES

Partenaires	Secteur	Analyse des besoin	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Service santé	santé	non	oui	non	non
Education nationale	Education	non	oui	oui	non

IMPLICATION DES HABITANTS

Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?	oui
Si oui précisez ?	Les parents sont informés de l'action via le livret de communication et invités à poursuivre les échanges avec leurs enfants.
Quel degré ?	Information

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Étapes	<p>Etape 1. Prise de contact avec les service santé de la ville et l'école maternelle L'escapade</p> <p>Etape 2. Validation d'un calendrier des séances avec l'école</p> <p>Etape 3. Mise en œuvre des séances :</p> <p>Identification des différentes émotions : savoir nommer, identifier le ressenti, comment gérer, comment identifier l'émotion de l'autre, comment réagir à l'émotion de l'autre.</p> <p><u>Utilisation d'outils ludique et de techniques participatives :</u></p> <p>— Pistes de création avec les enfants : cocotte sur les émotions, peluche émotion...</p> <p>— Utilisation du chant, de la lecture, du dessin, du collage pour faciliter l'apprentissage et permettre l'évaluation de l'acquisition en fin de projet.</p> <p><u>Outils pédagogiques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • « Mini Loup » Album psychoéducatif pour comprendre et mieux vivre les émotions. • L'école des monstres, Placote, https://placote.com/ca/fr/boutique/128-l-ecole-des-monstres.html • La planète des émotions, Placote, https://placote.com/ca/fr/boutique/129-la-planete-des-emotions.html • Cherche et trouve les émotions, Placote, https://placote.com/ca/fr/boutique/130-cherche-et-trouve-les-emotions.html • Loto des émotions, Placote, https://placote.com/ca/fr/boutique/131-loto-des-emotions.html <p>Etape 4. Evaluation de l'action et perspectives pour l'année scolaire 2021/2022</p>
Moyens (humains, logistiques, matériel, financiers)	<p>Moyens logistiques et matériel : fournis par l'école qui accueille l'action + outils du CODES95</p> <p>Moyens humains : chargée d'animation et directrice</p> <p>Moyens financiers : subvention ARS</p>

SUIVI, ÉVALUATION ET COMMUNICATION

Type de suivi	Suivi trimestriel à fournir à la coordinatrice CLS par la référente de l'action Envoi de la programmation à la coordinatrice CLS et envoi d'une copie du bilan en fin d'action
Plan de communication	Promotion de l'action faite par l'école auprès des parents des enfants bénéficiaires de l'action
Indicateur processus	Evaluation de la programmation
Indicateur activité 1	Nombre de participants
Indicateur activité 2	Nombre de séances
Indicateur résultat 1	Evolution de la part d'enfants prenant la parole tout au long de l'action
Indicateur résultat 2	Nombre d'émotions identifiées lors des séances par les enfants

6. Signature du contrat

2020
2022

Le contrat local de santé de Cergy

www.cergy.fr



[villedecergy](https://villedecergy.com)



Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
du Val-d'Oise

